

Annales

* Concours d'éducateur territorial de jeunes enfants

Session 2002

Épreuve écrite

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale
29 bd Andréole France - BP 322
90006 BELFORT CEDEX
Tél : 03-84-57-65-65
Fax : 03-84-57-65-66
Site Internet : www.cdg90.fr

*** Rédaction d'un rapport**

- **Sujet 2002 et indications de correction**



Rédaction d'un rapport

établi à partir d'un dossier portant sur une situation en relation avec les missions
du cadre d'emplois concerné, et notamment la déontologie de la profession

Coefficient 1
Durée : 3 heures

Sujet

Educatrice de jeunes enfants, votre Directeur du service « Enfance » vous sollicite pour la réalisation d'une note de synthèse sur l'évolution des modes d'accueil de la Petite Enfance. Après avoir constaté les causes des difficultés liées aux modes d'accueil, vous analyserez l'évolution de ces derniers grâce aux textes mis à votre disposition.

- Texte 1** « Répondre à tous les besoins, les crèches familiales du Havre s'y attachent. »
Le journal de l'Action Sociale (octobre 2000 – 2 pages)
- Texte 2** « Le blues des assistantes maternelles »
La Gazette des communes, des départements et régions (18 juin 2001 – 1 page)
- Texte 3** « Comment renforcer le rôle social des crèches ? »
Le Journal de l'Action Sociale (février 2000 – 8 pages)
- Texte 4** « Crèches, des aides à l'innovation »
Actualités sociales hebdomadaires (septembre 2000 – 1 page)
- Texte 5** « Quelles politiques municipales pour la Petite Enfance ? »
Le Journal de l'Action Sociale (juin/juillet 2001 – 1 page)
- Texte 6** « Enfin une réglementation des établissements d'accueil de la petite enfance adaptée au monde moderne. »
Le Journal de l'Action Sociale (mars 2001 – 2 pages)
- Texte 7** « Accueil : la ville dont le prince est un enfant. »
La lettre du cadre territorial (1^{er} avril 2002 – 6 pages)
- Texte 8** « La crèche Baby Loup : prévention pour les petits, insertion pour les grands. »
Le Journal de l'Action Sociale (décembre 1999 – 1 page)
- Texte 9** « Faciliter le conciliation entre vie familiale et vie professionnelle en développant les modes de garde. »
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (mars 2001 – 5 pages)
- Texte 10** « L'accueil de la Petite Enfance à l'heure de la flexibilité. »
La Gazette des communes, des départements et régions (4 octobre 1999 – 3 pages)
- Texte 11** « Une halte garderie vole au secours de familles »
Le Journal de l'Action Sociale (décembre 2001 – 1 page)

► Accueil de la petite enfance

Répondre à tous les besoins, les crèches familiales du Havre s'y attachent

A l'heure où la Ministre déléguée à la famille et à l'enfance cherche à favoriser par la création d'un fond spécial des modes d'accueil en crèche beaucoup plus souple, il est important de s'appuyer sur des expériences originales comme celle de la crèche familiale du Centre Petite Enfance du Mont Gaillard, au Havre.

Si la plupart des communes de France ont su assouplir les conditions d'accueil des enfants en crèche, poussées notamment par une certaine désaffection des publics dans les années 1990, elles ont rarement pu mettre en place une large amplitude horaire et un service d'accueil d'urgence. C'est pourquoi la démarche de la ville du Havre qui s'est appuyée sur ses crèches familiales pour y parvenir peut intéresser. On a fait en effet le pari de négocier avec les assistantes maternelles la prise en compte des demandes parfois contraignantes des familles en échange de conditions salariales favorables. Tout le monde y gagne et tout particulièrement l'image du service public à travers la qualité de la réponse proposée par les trois crèches familiales de la ville du Havre qui regroupent 45 assistantes maternelles accueillant une petite centaine d'enfants. Pour mieux comprendre la démarche des édiles locaux, il nous a semblé intéressant de mieux écouter l'une d'entre elles, celle du Mont Gaillard.

RÉPONDRE À L'URGENCE

La crèche familiale du Mont Gaillard regroupe 18 assistantes maternelles pour une capacité d'accueil de 36 enfants. Sa logistique implantée dans le même bâtiment qu'une halte-garderie permet déjà de proposer une offre diversifiée. Mais surtout son mode d'organisation et de fonctionnement obéit à un souci constant depuis sa création de s'adapter de façon permanente aux nouvelles demandes et besoins.

Ainsi pour éviter notamment le recours à des placements à l'aide sociale à l'enfance particulièrement coûteux et parfois traumatisants,



L'entrée de la crèche

un accueil d'urgence a été mis en place en 1999. C'est une possibilité qui s'adresse à des parents confrontés à une situation difficile et imprévisible (hospitalisation, conflits familiaux...) ou à des contraintes liées à l'emploi (parent qui trouve du travail du jour au lendemain).

Parceque l'on doit renoncer au temps d'adaptation de l'enfant, le choix de la crèche familiale a été fait. "Cealfamiliale nous a paru être la meilleure solution pour éviter notamment les traumatismes de l'enfant confiés dans l'urgence" confirme Brigitte Dufour, Adjoint au Maire, qui a mené ce projet en comparant différentes formules. Cela explique une organisation adaptée des crèches. S'il n'y a pas d'assistante maternelle disponible il faut quand même assurer la continuité du service de garde. La ville du Havre a ainsi prévu que chaque assistante maternelle pouvait être relayée en cas de besoin (maladie, congés...) par deux autres assistantes maternelles pouvant prendre en charge les enfants confiés à l'assistante maternelle défaillante. A cette fin, chaque assistante maternelle est agréée P.M.I. pour deux enfants et éventuellement un troisième en relais.

On utilisera donc cette possibilité en cas d'urgence, ce que va faciliter l'absence de liste d'attente qui résulte d'un choix délibéré de la municipalité. Pour Rosemonde Guivarch Directrice du service petite enfance de la ville du Havre : "la tenue liste d'attente est une erreur, il faut pouvoir donner des réponses précises aux gens, quelles soient favorables ou défavorables afin qu'ils puissent s'organiser."

ASSOULIR LES HORAIRES

Ce souci de disponibilité et de transparence se vérifie aussi dans la mise en place d'une large amplitude horaire pour l'accueil des enfants. "Il faut en effet s'adapter à l'évolution du travail vers davantage de temps partiels et le développement de stages de formation, mais aussi à l'évolution de la structure familiale. Si les crèches sont figées, elles ne répondent pas aux besoins des gens", explique Rosemonde Guivarch.

Chantal Haté, directrice de la crèche du Mont Gaillard, insiste sur la souplesse du système : "Nous répondons quels que soient les horaires de travail des parents : temps complet ou partiel, tôt le matin (comme pour un couple de facteurs), tard le soir, travail le week-end ou éclaté comme cela arrive pour les professions hospitalières. De plus, le contrat avec les parents peut être modifié à tout moment. Nous pouvons aussi établir des contrats pour trois mois, le temps d'une formation ou d'un intérim." Rosemonde Guivarch tient à préciser que "la principale demande consiste à laisser certains enfants tôt le matin ou tard le soir. Seuls 10% des enfants sont gardés 7 jours sur 7 et la demande est très rare pour un accueil 24 heures sur 24

Pour encourager les autres modes de garde

Confrontée de manière particulièrement aiguë au manque de places en crèches, la mairie de Paris a choisi d'encourager la diversification des modes de garde, en créant l'Allocation Paris Petit enfant destinée aux familles parisiennes confiant leurs enfants soit à une assistante maternelle soit à une employée à domicile.

En ce qui concerne la garde à domicile, le montant de l'allocation est de 1700 francs ou de 2500 francs mensuels selon que les revenus de la famille sont inférieurs ou supérieurs à 25 000 francs. Elle intervient en complément de l'AGED (Allocation de garde d'un enfant à domicile) versée par la CAF, à condition :

- d'avoir au moins deux enfants à charge dont un de moins de trois ans, et gardés au domicile (les enfants pouvant être de familles différentes),
- de rémunérer pour au moins 360 heures par trimestre l'employée de maison assurant la garde.

En ce qui concerne le recours à une assistante maternelle, le montant de l'allocation s'échelonne entre 250 francs et 2500 francs mensuels en fonction des ressources de la famille (le plafond étant fixé à 25 000 francs). Elle intervient en complément de l'AFEAMA (Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée) versée par la CAF, à condition :

- d'avoir un enfant de moins de trois ans à charge,
 - de confier l'enfant à l'assistante maternelle au moins 20 jours par mois.
- Applicable depuis le 1er octobre cette prestation devrait concerner près de 6 000 familles et représenter une dépense annuelle de l'ordre de 100 millions de francs pour la collectivité.

Reproduction effectuée par le Centre de Gestion 90 avec l'autorisation du C.F.C. Toute nouvelle reproduction nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.



COMPENSER LES CONTRAINTES PROFESSIONNELLES

Il faut alors faire accepter toutes ces contraintes par les assistantes maternelles.

On y parvient d'abord en créant un esprit d'équipe. La crèche familiale offre un véritable soutien technique aux assistantes maternelles et développe une ambition collective. D'autre part on veille à ce qu'elles soient reliées à une crèche proche de leur domicile ce qui facilite leur implication dans la réflexion collective sur l'amélioration du service. On veille aussi à une bonne répartition des charges. Les enfants dont la garde s'effectue dans des horaires contraignants sont répartis entre toutes les assistantes maternelles.

Mais surtout on améliore considérablement leur rémunération par rapport au droit commun. La norme courante veut que chaque assistante maternelle perçoive deux heures et quart de Smic par enfant pour huit heures de présence. À Mont Gaillard, une assistante maternelle percevra quatre heures de Smic par jour et par enfant. Chaque mois elle recevra en plus l'équivalent de vingt-huit heures de Smic pour compenser les contraintes. Et s'il s'agit d'un placement d'urgence, elle percevra une heure de plus de Smic par jour et par enfant. Enfin, bien qu'elles ne soient pas titulaires, les assistantes maternelles sont salariées de la Ville du Havre ce qui assure la régularité de leur rémunération. De plus un contrat entre la crèche, les parents et l'assistante maternelle définit, dès la prise en charge de l'enfant, les droits et devoirs de chacun.

MIEUX RECONNAÎTRE LES COMPÉTENCES

D'ailleurs pour Marie-Thérèse Maze, 46 ans, salariée de la mairie après deux ans d'activité indépendante : "être embauchée par la ville offre une occasion d'être vraiment reconnue en tant que professionnelle de la petite enfance. Et sur ce point je crois que je me fais le porte-parole de mes collègues dont certaines souhaiteraient même accéder au statut de titulaire."

Jocelyne Petit, vice-présidente de l'Association des assistantes maternelles et des familles d'accueil du Havre, "partage largement cet avis, d'autant plus que l'obligation de formation fait partie du contrat."

Celle-ci est perçue comme très positive par Marie-Thérèse Maze : "Cela me permet de progresser professionnellement et personnellement. C'est une chance de se retrouver entre collègues pour une réunion avec un psychologue ou un kinésithérapeute sur des thèmes comme le SIDA, la bronchiolite ou bien les colères de l'enfant, l'alimentation".

L'obligation de collaborer à la construction du projet pédagogique de la crèche familiale en participant à des ateliers est perçue aussi par Marie-Thérèse comme offrant plus d'ouverture : "cela me permet de rencontrer d'autres parents et le personnel d'encadrement de la halte d'enfants."

Quant à Chantal Haté elle n'hésite pas à affirmer : "Je les considère comme des travailleurs sociaux car elles ont acquis des compétences approfondies et leur reconnaissance professionnelle constitue une des bases sur lesquelles on peut construire les projets d'évolution de la garde des enfants en crèche."

S'APPUYER SUR LA CAF

Ces projets sont par ailleurs débattus avec la CAF à l'occasion de l'établissement du contrat enfance qui assure à la ville un remboursement des dépenses de fonctionnement effectuées chaque année, à hauteur de 59%. On peut donc considérer que la CAF collabore activement à la réussite de la démarche puisqu'elle admet les surcoûts dus à la souplesse de l'offre. Malgré cette implication la Ville du Havre prend en charge

la plus grande part du coût global d'une journée à la crèche car la participation financière des parents est calculée en fonction de leurs revenus et de la composition de la famille. Ainsi pour des revenus inférieurs à 6000 francs la famille ne paiera que 36 francs par jour. ◀

CONTACT -

Ville du Havre : 02.35.19.48.74

En perspective

On peut donc relever que si la crèche familiale est bien au Havre comme ailleurs une réponse sociale, elle a su intégrer ici une autre dimension, celle d'une forte adaptation aux attentes qualitatives des usagers en mettant le service en conformité à leurs nouveaux besoins fussent-ils parfois bien difficiles à satisfaire.

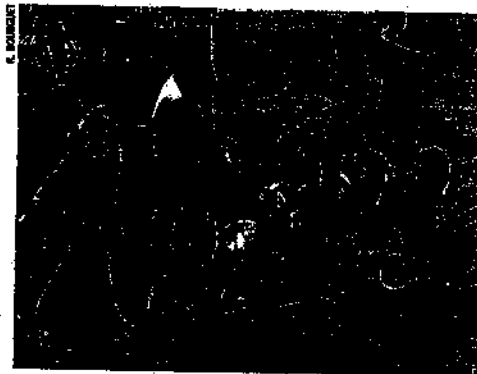
Reproduction effectuée par le
Centre de Gestion 50 avec l'autorisation
du C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

Le blues des assistantes maternelles

Elles aiment leur métier, mais déplorent

le manque de reconnaissance professionnelle.

La fédération Interco-CFDT vient de rendre publics les premiers résultats d'une enquête nationale menée auprès d'assistantes maternelles. 200 000, de ces professionnelles de la petite enfance sont employées par des particuliers; 8 000 travaillent au sein de crèches associatives, dans le milieu hospitalier ou dans des associations de placement familial spécialisé; 34 000 sont employées par des crèches familiales municipales et 56 000 par les conseils généraux. La diversité des employeurs est à l'origine de modes d'exercice très différents.



34 000 assistantes maternelles sont employées par des crèches familiales municipales et 56 000 par les conseils généraux.

L'enquête fait apparaître plusieurs points forts. Un sentiment de précarité partagé par 43 % des personnes interrogées. Sentiment qui repose tant sur des contrats de travail incertains, la facilité de remise

en cause de leur agrément, que sur l'absence ou le flou des règles d'exercice de leur métier ou sur ses implications familiales. Parallèlement, les assistantes maternelles estiment que leur profession est insuffisamment reconnue. La principale cause en est l'absence de formation spécifique et diplômante, l'insuffisance de formation continue. Mais aussi la non prise en compte de leur ancienneté. Leur niveau d'étude équivaut, quant à lui, au CAP/BEP pour 38 % et jusqu'à bac à bac + 2 pour 22 % d'entre elles. Leurs conditions de travail s'avèrent parfois difficiles: leur rémunération est liée à la présence des enfants, jamais garantie, et conduit à des amplitudes horaires importantes.

Véritable surprise, 17 % des assistantes disent réaliser une passion et un projet en exerçant ce métier. 34 % considèrent, par ailleurs, ce travail comme une obligation, mais aussi un moyen de se réaliser. Elles sont encore 34 % à penser que ce métier leur permet d'être utiles.

Pour la CFDT, il y a urgence à améliorer leur droits sociaux, notamment la retraite et les congés maladie. 77 % des enquêtées estiment que leur pension ne leur permettra pas de vivre décemment. Enfin, la revalorisation des bas salaires constitue une priorité: 52 % des Assmats permanentes perçoivent un salaire inférieur à 6 000 francs pour un accueil moyen de deux enfants durant toute l'année. ●

Emmanuelle Piriou

Comment perçoivent-elles leur métier ?

Si 44 % des Assmats employées par des particuliers aiment leur métier pour l'autonomie qu'il confère, 44 % des Assmats dans les placements familiaux considèrent qu'il les conduit à des responsabilités importantes et difficiles à assumer.

Les difficultés sont liées pour parties aux interférences avec leur vie familiale. Des interférences positives pour 43 % d'entre elles, mais entraînant des perturbations très fortes au niveau de leur vie privée pour 77 %. De plus, 28 % vivent assez mal le fait d'être

constamment jugées de par l'évaluation que nécessite la reconduction des accueils. Quant à l'autonomie, son revers est le sentiment d'isolement partagé par 88 % d'entre elles. L'accueil des enfants met en jeu d'importantes responsabilités: civile, pénale, et éducative. Paradoxalement, elles sont seulement 12 % à déclarer être suffisamment informées de leurs droits. Enfin, 59 % disent être reconnues comme des professionnelles, mais que leur place dans les équipes éducatives reste fragile.

Comment renforcer le rôle social des crèches?

Longtemps relégué à une simple fonction de garde, l'accueil collectif de la petite enfance a un rôle considérable à jouer face à l'évolution des modes de vie et à la crise des valeurs. Ainsi, à côté de l'objectif premier que constitue la socialisation des enfants, les crèches, les haltes-garderies et les nouvelles structures d'accueil collectif remplissent également de plus en plus souvent une fonction de soutien à l'intégration des parents dans la cité. L'accueil des jeunes enfants tend donc à constituer aujourd'hui un véritable enjeu de société, ce qui explique d'ailleurs l'importance prise par la nouvelle Délégation interministérielle à la famille. »

S'IL EST VRAI, COMME L'AVANÇENT LES psychanalystes, que "tout se joue avant six ans", alors l'accueil de la petite enfance devrait être une question centrale dans le débat public. En outre, le problème de la natalité en renforce l'intérêt.

Les esprits les plus lucides rappellent en effet avec constance les sombres perspectives de la société française : la pyramide des âges se rétrécit à sa base. L'indice de fécondité est actuellement estimé à 1,65, alors que le renouvellement des générations exige un taux de 2,1. Partant du principe que "l'important n'est pas seulement de savoir quel monde nous laisserons à nos enfants, mais aussi de savoir si nous laisserons des enfants à ce monde", Luce Dupraz assène avec force que l'encouragement de la natalité passe, aux côtés d'autres volets de la politique familiale, par l'organisation d'un accueil adapté aux exigences de la vie contemporaine [voir encadré ci-contre].

L'accueil collectif, une réponse attendue

Les efforts des collectivités publiques pour répondre quantitativement à la demande ont été considérables. Longtemps, les maires ont fait de l'accueil de la petite enfance l'une de leurs principales priorités, et ce secteur représente le principal poste de dépense d'action sociale des caisses d'allocations familiales (CAF). Les parents, pour leur part, plébiscitent l'accueil collectif comme solution pour les jeunes enfants*. Bien sûr, un peu plus de la moitié des petits (0 à 3 ans) continuent de passer leurs premières années dans le milieu familial, environ 20 % auprès d'assistantes maternelles agréées (ASMAT), tandis que 12 % d'entre eux sont scolarisés. Ils ne sont qu'environ 10 % à bénéficier d'un mode de garde organisé (7 % en crèches collectives publiques et privées et haltes-garderies et 3 % en crèches familiales). L'accueil organisé est donc bien minoritaire, et

a même connu il y a peu de sévères vicissitudes [voir page 20].

Pourtant, dans les villes qui peuvent modifier radicalement leur approche de l'accueil collectif, les taux de fréquentation explosent jusqu'à parfois doubler. À Nantes par exemple, 15 % des 0-3 ans sont accueillis dans des structures collectives. Pourquoi? Parce qu'en révisant les conceptions de naguère, il a été possible de créer peu à peu des services réellement adaptés. Mais il est vrai au prix de choix budgétaires volontaristes.

Les crèches, un vrai rôle social

Il s'agit bien en effet de revoir la vocation même de l'accueil collectif en tenant compte des profondes mutations des modes de vie. Et cette adaptation ne porte pas seulement sur l'ajustement des horaires ou des modes de fonctionnement mais, au-delà, sur la fonction des équipements dont on attend qu'ils ne soient plus de simples lieux de garde, mais qu'ils jouent un rôle renforcé dans la socialisation de l'enfant tout en apportant un soutien à la fonction parentale. Deux dimensions qui justifient que l'accueil collectif de la petite enfance relève de l'action sociale et non d'une simple fonction d'animation [pages 20 et 21].

Les axes de ce changement, au vu des expériences les plus probantes, ont bien identifiés : il s'agit de privilégier la souplesse et d'intégrer la mission des crèches dans une perspective globale de maintien de la cohésion sociale [pages 22 et 23]. Encore faut-il pour y parvenir surmonter les obstacles posés par une réglementation obsolette et vaincre les pesanteurs inhérentes à ce secteur [pages 24 et 25] avant de s'appuyer sur la réforme progressive du contexte institutionnel et financier [page 26]. »

* Voir sur ce point Accueil des jeunes enfants : l'évolution des attentes, Journal de l'Action sociale n° 39, septembre 1999, pages 30 et 31.

► "Plus l'apprentissage de la vie se fait tôt, mieux sera intégré un savoir vivre ensemble"

Luce Dupraz, membre du comité "Enfance" de la Fondation de France et de la commission "Petite enfance" de l'Odas

Pour Luce Dupraz, le renforcement de l'accueil de la petite enfance est un élément déterminant pour favoriser le sursaut démographique indispensable à la société française. Il est aussi un enjeu essentiel du maintien de la cohésion sociale. Et la perspective lui apparaît plausible, tant elle est mobilisatrice. "Plus l'apprentissage de la vie se fait tôt, mieux sera intégré un savoir vivre ensemble faisant pièce aux excès de l'individualisme. C'est l'enjeu majeur pour aujourd'hui et encore plus pour demain. Il peut être facilement saisi par les promoteurs et les acteurs d'un système d'accueil, car la naissance et la petite enfance constituent un moment privilégié pour se poser des questions essentielles, partagées tant par les professionnels que par les parents : quel sens donner à la vie? Que transmettre? Quel avenir construire? C'est un véritable esprit de mission qui doit et peut animer tous les participants à un système d'accueil de la petite enfance généralisé, à l'image de celui qui animait les "hussards noirs de la République" chers au cœur de Jules Ferry." »

Reproduction effectuée par le Centre de Gestion SJ avec l'autorisation du C.R.C. Toute nouvelle reproduction nécessite l'autorisation préalable du C.R.C.

La société évolue, les besoins aussi

Les structures traditionnelles ont, au fil du temps, marqué leurs limites, comme l'ont montré les quinze dernières années. L'évolution des modes de vie appelle une nécessaire adaptation du mode de fonctionnement de l'accueil collectif. Et, de façon plus implicite, une évolution de sa fonction, qui doit répondre de plus en plus à de nouveaux besoins induits par la crise sociétale.

Comme pour bien d'autres secteurs de l'action sociale, l'histoire de l'accueil collectif de la petite enfance n'est que le reflet de l'évolution de la société. C'est pourquoi les sources d'une relative désaffection du public vis à vis de ce mode de garde au cours de ces dernières années se trouvent davantage dans des mouvements de fond plutôt que dans l'impact de réglementations d'effet conjoncturel.

Taux de fréquentation des crèches : les montagnes russes

Il est bien vrai que l'accueil collectif a connu lors des trois dernières décennies des mouvements erratiques. La formidable explosion de l'emploi féminin (et même, au-delà, l'aspiration des mères à une émancipation vis-à-vis des tâches familiales) a conduit les collectivités publiques, et avant tout les villes et les CAF, à un effort consi-

dérable en termes de création d'équipements. Parallèlement est née la fonction de brassage social, en rupture avec l'image traditionnelle de la crèche [voir encadré]. Et, même si les inégalités territoriales étaient progressivement résorbées, on rencontrait de plus en plus souvent des phénomènes de saturation des équipements, signe du succès de la formule. Pourtant, les années quatre-vingt dix ont marqué un renversement avec cette tendance. La mise en place de mesures favorisant l'emploi de personnes à domicile (AGED, AFEAMA, dégrèvements fiscaux) a détourné les enfants des familles aisées des modes d'accueil collectif, tandis que le taux de fréquentation des structures régressait çà et là de façon spectaculaire, notamment en raison de la progression du chômage et de la mise en place de l'allocation parentale d'éducation (APE).

Ces systèmes d'aide financière poussaient ainsi, d'une façon schématique, les familles aisées à recourir à la garde à domicile, les classes moyennes aux assistantes maternelles et les familles les moins favorisées à l'accueil collectif. Or, paradoxalement, tout le monde pâtissait de cette évolution.

L'évolution des modes de vie demande plus de souplesse

Car comme on le sait, c'est bien l'ensemble des parents qui souhaiteraient recourir, même partiellement ou occasionnellement, à l'accueil collectif. C'est en effet celui-ci qui est le mieux à même de s'adapter qualitativement aux exigences du monde moderne : le recours aux assistantes maternelles, notamment, demande de la régularité et de la continuité, ce qui ne correspond pas toujours aux besoins des parents. Or comme le résume Pierre-Louis Rémy, délégué interministériel à la famille, "la demande se diversifie car tout le monde ne travaille plus cinq jours par semaine et aux mêmes heures". Et concrètement,

► L'accueil collectif, un modèle longtemps "suspect..."

Longtemps, l'intervention publique dans le domaine de l'accueil de la petite enfance a été marquée par l'ambiguïté. Si, dans les perspectives tracées par le catholicisme social du XIX^{ème} siècle, la création des crèches visait à soustraire les enfants aux conséquences matérielles du dénuement de leurs parents, cette ambition morale s'est longtemps heurtée à la représentation de la femme qui ne saurait être bonne épouse et bonne mère tout en étant honnête travailleuse. Et de fait s'est établi au fil du temps une dichotomie dont les mesures prises au milieu des années quatre-vingt-dix ont conforté la prégnance : les enfants des familles les plus modestes constituent le plus gros des effectifs des structures d'accueil collectif tandis que les familles plus aisées recourent à d'autres modes de garde, plus personnalisés et souvent articulés autour du domicile. ◀

► Accueil collectif : où sont les enfants ?

En 1998, 196 200 enfants de moins de trois ans, soit 8 % de la classe d'âge, étaient accueillis en crèche et environ 330 000 fréquentaient une halte-garderie de façon occasionnelle.

L'offre d'accueil collectif se répartit de la façon suivante :

- 2 666 crèches collectives offrant 114 400 places,
- 3 109 haltes-gardiennes offrant 54 900 places,
- 1 591 structures dites de "multi-accueil" offrant 22 700 places de crèches et 13 200 places de haltes-gardiennes,
- 1 098 crèches familiales regroupant 27 500 assistantes maternelles, et offrant 63 800 places,
- 298 jardins d'enfants offrant 10 800 places. ◀

Source : ministère de l'Emploi et de la Solidarité

ce sont de multiples évolutions socio-démographiques qui doivent être prises en compte dans la définition des formes d'accueil.

Certaines de ces évolutions sont connues : le recul de l'entraide familiale lié à la dispersion géographique, ou à la volonté des grands-parents de vivre pleinement leur vie de retraités, les difficultés liées aux transports urbains, l'éclatement des familles et le développement vertigineux de la monoparentalité, l'érosion progressive des solidarités de voisinage, constituent autant de mécanismes qui plaident pour un assouplissement des règles de fonctionnement des modes de garde.

Mais - et même si le phénomène est récent on sait sa progression irréversible - les mutations du marché du travail, le développement de la



► "L'accueil de la petite enfance joue un rôle fondamental en matière de prévention"

Jean Epstein,
psychosociologue

"L'étude approfondie des facteurs favorisant la violence chez les jeunes (qu'il s'agisse de violence en direction de l'environnement, de comportements suicidaires ou de toxicomanie) est extrêmement éclairante sur la fonction que remplit l'accueil de la petite enfance en matière de prévention. En effet, ces jeunes manquent de repères dont l'acquisition se fait en bas âge :

- des repères par rapport à eux-mêmes. Les jeunes ont une image dévalorisante de leur personne, font preuve de sous-estimation de leurs capacités, méconnaissent leur rythme de vie ou de développement ;
- des repères sociaux. Les jeunes violents ignorent le plus souvent les notions de licéité, d'interdits, de lois, de règlements, comme c'est notamment le cas des adolescents racketteurs ;
- des repères familiaux. À savoir un défaut de repères par rapport à leur propre histoire. Il est important, grâce au contact avec d'autres, de savoir lire et comprendre les évolutions familiales de son entourage immédiat : histoire de la famille, séparations, décès...

Les comportements déviants trouvent donc le plus souvent leur source dans une carence au niveau des apprentissages qui ont lieu à cette période de la vie. C'est pourquoi l'accueil collectif joue un rôle majeur dans la prévention, qu'il s'agisse du développement social de l'enfant mais également dans la construction du lien enfant-parent." ◀

mobilité professionnelle (chaque année, un salarié sur quatre change d'activité) et la flexibilité croissante de l'emploi remettent également en cause le fonctionnement traditionnel des crèches et des haltes-garderies.

Il s'agit tout d'abord d'adapter les horaires d'ouverture aux besoins des parents. Mais il s'agit aussi, à propos des conditions d'inscription des enfants et de la nature de l'accueil et des activités qui peuvent leur être proposés, de répondre à des besoins de plus en plus fractionnés dans le temps, avec le développement du travail intérimaire, du temps partiel, sans compter, demain, la réduction du temps de travail dont on ne sait pas mesurer aujourd'hui les conséquences sur l'organisation de la vie quotidienne. Parallèlement, la montée de la précarité et des dispositifs d'insertion par l'emploi plaident également pour la mise en place de solutions aménagées [voir encadré sur l'urgence p. 22].

Prévention et socialisation pour les enfants

Mais au-delà de cette indispensable souplesse, c'est aussi la nature de l'accueil qui se trouve interpellée par les changements de nature sociétale. Et à cet égard, la fonction de prévention retrouve une pleine actualité. Il s'agit d'abord de la prévention sanitaire en liaison avec la PMI, du dépistage du handicap mais aussi, avec le développement de modes de vie précaires, de prendre en compte le retour de certains fléaux ou d'affections que l'on croyait éradiqués : malnutrition, tuberculose, saturnisme. Par ailleurs, et de plus en plus, l'accueil collectif joue un rôle de prévention et de dépistage de la maltraitance. Enfin, comme l'ont montré des travaux menés dans des quartiers difficiles classés en zones d'édu-

cation prioritaire (ZEP), il est établi que l'accueil collectif remplit un rôle précieux en matière d'alphabetisation et de prévention de l'échec ou des retards scolaires.

Mais il s'agit aussi de la socialisation primaire de l'enfant [voir ci-contre l'interview de Jean Epstein], et cette fonction assurée par les structures d'accueil s'affirme de plus en plus. La socialisation consiste à aider l'enfant à se familiariser avec la vie collective. Bien sûr, certains psychiatres continuent, lors de débats d'école engagés depuis le début des années quatre-vingts, à soutenir que cette forme d'apprentissage de la vie sociale n'est pas forcément salutaire pour tous les enfants, et qu'une rupture trop précoce du lien permanent entre la mère et l'enfant peut être traumatisante pour certains. Mais les phénomènes de régression du lien social et de perte des repères plaident aujourd'hui très largement en faveur du développement de l'accueil collectif.

Soutien à la parentalité et lien social pour les parents

Il ne s'agit plus seulement en effet de favoriser l'appropriation de la vie en commun par l'enfant. Mais au-delà, d'apporter aux parents une aide effective dans leur fonction familiale, ce que l'on qualifie désormais de "soutien à la parentalité". Et comme le souligne Yvon Mahé, directeur de l'Atelier petite



enfance du Rhône (APER) : "au départ intuitive, cette démarche tend désormais à répondre aux attentes exprimées par les parents de façon explicite". À travers des questions sur l'activité de leur enfant à la crèche, ils manifestent leurs interrogations sur le contenu de l'éducation qu'ils peuvent lui délivrer. Il est vrai que les bouleversements de la famille française (grands-parents éloignés ou encore en activité, diminution du nombre de frères et sœurs...) les privent désormais de référence. Peu à peu, l'accueil collectif dépasse le rôle de la grand-mère ou de l'assistante maternelle pour aller vers une fonction qui intègre de plus en plus de pédagogie. Il n'est pas surprenant, dans ce contexte, que l'accueil collectif contribue également à l'intégration dans la cité, comme le révèlent nombre d'ex-

► De la garde d'enfants à l'accueil, ou l'importance des mots...

La substitution progressive de la notion d'accueil à celle de garde n'est pas innocente. Comme le résume Catherine Bouve dans sa thèse de doctorat, "accueil et garde sont deux catégories du discours administratif qui renvoient à des acceptions idéologiques différentes, tout en renvoyant à une même réalité. [...] Or il n'est pas anodin d'utiliser l'un ou l'autre de ces termes". "La notion d'accueil sous-tend une éducation de qualité, une action réflexive envers l'enfant, et la garde sous-tend une absence de qualité, le terme faisant implicitement référence au 'gardienage'..."

* Les crèches collectives du Val de Marne de 1950 à 1996 : politiques, usages et représentations. Contribution à une sociologie de la petite enfance. 1998, Université Paris V-René Descartes. ◀

Reproduction effectuée par le Centre de Gestion 90 avec l'autorisation du C.F.C. Toute nouvelle reproduction nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

Les crèches bougent de plus en plus

L'évolution des besoins a favorisé ces dernières années l'assouplissement du fonctionnement des équipements en donnant naissance au concept de multi-accueil. Parallèlement, se sont développés de nouveaux types de relations entre professionnels, enfants et parents.

L'analyse de la fréquentation des établissements ne laisse planer aucun doute : en dehors de la région parisienne, les crèches pratiquant l'accueil à temps plein se vident, tandis que la demande explose partout où l'offre s'assouplit.

Privilegier le multi-accueil

Concrètement, il s'agit, sur le plan du fonctionnement, de renoncer au principe selon lequel les crèches sont destinées à accueillir des enfants durant cinq jours à temps plein et les haltes-garderies à proposer un dépannage provisoire aux mères de famille. C'est pourquoi l'adaptation de l'offre passe fréquemment par le développement de la polyvalence des équipements. C'est ainsi que se multiplient, le plus souvent à partir de structures existantes, des établissements qui regroupent les fonctions de crèche et de halte-garderie et proposent de l'accueil permanent comme de l'accueil temporaire. On dépasse donc la mission traditionnelle de ces équipements en l'étendant éventuellement à d'autres formes de soutien à l'enfant, comme par exemple l'accompagnement périscolaire.

Bien sûr, la mutation vers ce que l'on appelle le "multi-accueil" entraîne certaines remises en question. À Cannes, la crèche-halte-garderie des Mûriers [voir aussi encadré p. 23], au départ simple jardin d'enfants, a très tôt pratiqué la mixité de l'accueil : dès 1990, la structure abritait à la fois une crèche et une halte-garderie d'une capacité de 20 places chacune et s'est tout naturellement tournée, à capacité égale, vers le multi-accueil. "Pour 40 places, nous voyons passer chaque jour en moyenne une soixantaine de familles", explique Martine Kerckove, sa directrice. Or la difficulté, précisément, consiste à gérer la rotation des enfants comme celle du personnel. La vie de l'établissement est ainsi rythmée par les départs et les arrivées, ce qui implique de structurer le projet éducatif en conséquence, en évitant que les activités ne soient trop perturbées par

les va-et-vient. Pour les professionnels, le passage au multi-accueil implique une plus grande faculté d'adaptation, tant vis à vis des enfants que vis à vis des parents, qui sont plus nombreux à les solliciter que dans un équipement traditionnel. Mais les avantages de la formule l'emportent largement : elle offre une meilleure réponse aux familles, favorise le taux d'occupation de l'établissement, accentue la mixité sociale et permet à l'enfant d'être en contact avec davantage d'adultes et d'autres enfants, ce qui peut troubler ses repères, mais privilégie son épanouissement.

Analyser la demande

Toutefois, la mise en œuvre de ces solutions souples et évolutives passe par un effort d'adaptation permanent. Comme le souligne Sylvie Bayle, directrice de la petite enfance à Chalon-sur-Saône, les besoins évoluent très rapidement : "tous les trois mois, de nouveaux types de demandes se manifestent. Il nous faut faire des efforts d'adaptation en permanence. Or c'est auprès des professionnels que les parents expriment leurs attentes". D'où l'idée de leur confier un rôle actif dans l'ajus-

tement de l'offre. "Vers 1993-1994, lors de la baisse de fréquentation des équipements, nous avons mené à Chalon-sur-Saône une étude reposant sur des questionnaires écrits et des entretiens avec les parents", poursuit Sylvie Bayle. "C'est cette démarche qui nous a permis, notamment là où avait été réalisé un diagnostic social, de réorienter l'offre de services sur le plan qualitatif, tant pour ce qui concerne les horaires d'ouverture que la nature des animations proposées aux enfants".



Sylvie Bayle,
directrice de la petite
enfance à la ville de
Chalon-sur-Saône

Depuis, des enquêtes plus rapides sont effectuées par les directrices, toujours dans l'idée de favoriser l'évolution constante du service. En retour, "l'ensemble des agents sont tenus informés de l'évolution de la fréquentation des équipements sous la forme de tableaux de bord ou dans le cadre de réunions qui ne regroupent pas seulement l'encadrement direct des enfants, mais aussi les lin-

► L'Atelier petite enfance du Rhône : le diagnostic au service de la décision

Créé il y a plus de quinze ans, l'Atelier petite enfance du Rhône (APER), cofinancé par le conseil général et la CAF, a pour missions de construire des tableaux de bord des modes de garde, de réaliser des études prospectives et d'apporter un appui technique aux maires dans l'élaboration de leur politique petite enfance en réalisant des diagnostics locaux et des propositions. Si au départ, son action relevait d'une démarche essentiellement quantitative (il s'agissait alors de la phase de création des équipements), les demandes qui lui sont présentées aujourd'hui l'amènent à réaliser des investigations avant tout qualitatives : "Il s'agit plus", selon Yvon Mahé, son directeur, "sous l'influence de l'évolution de la famille et du contexte socio-économique, de permettre aux communes d'effectuer des ajustements liés à la demande et de développer la diversification de l'offre". Une évolution qui suppose tout autant que par le passé une réflexion interinstitutionnelle qui favorise l'adéquation des moyens aux besoins, ainsi que le développement de l'intercommunalité, indispensable en milieu rural. ◀

Reproduction autorisée par le
Centre de Gestion de la C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

➤ Accord'âges à Chalon-sur-Saône : pour réunir parents, enfants et générations



Accord'âges est une structure intergénérationnelle organisée autour du jeu. Elle accueille tout au long de la semaine des enfants de 3 mois à 12 ans pour des activités animées, aux côtés des professionnels, par des parents et des "mamies", retraitées bénévoles. Les enfants s'y inscrivent en fonction de la nature des animations proposées. Des repas y sont organisés et les 3-12 ans peuvent y fêter leur anniversaire le vendredi soir ou le samedi après-midi. La mixité et la diversité des adultes intervenant dans l'animation constitue en soi une source d'enrichissement pour les enfants. De plus, elle permet aux parents qui ont la possibilité de s'y rendre de se lier avec d'autres parents et de se revoir en dehors de la structure. Enfin, Accord'âges est à l'origine d'une véritable dynamique intergénérationnelle : des rapports étroits se sont établis avec la maison de retraite voisine. Enfants et anciens se rencontrent régulièrement, et des activités communes leur sont proposées. «

gères ou les femmes de ménage". Un moyen de maintenir la motivation de l'ensemble des personnels.

Tisser de nouveaux liens avec les parents

La rupture avec les schémas traditionnels réside également dans une transformation radicale des relations avec les parents. Leur besoin d'information et de dialogue autour de l'enfant s'intensifie. Et de plus en plus, leurs attentes sont prises en compte dans le fonctionnement de l'établissement [voir encadré]. Comme l'affirme Sylvie Bayle, "les professionnels de la petite enfance deviennent un véritable point d'ancrage pour les parents". Et

au-delà du soutien à la parentalité, les échanges permettent fréquemment de mettre en lumière d'autres types de difficultés.

Pour Véronique Salas, chargée de mission au secrétariat général de la ville de Cannes "la présence de l'enfant permet aux parents de s'exprimer plus facilement". Il n'est pas rare ainsi qu'au détour d'une conversation, ils en viennent à évoquer des problèmes d'emploi, de logement, d'alcoolisme... Encore faut-il être en mesure d'écouter des réponses, puisque, comme le souligne le psychosociologue Jean Epstein, "la confidente que peut devenir une professionnelle est souvent la personne la mieux placée pour entendre les parents et la plus mal placée pour leur répondre". D'où la nécessité d'organiser une véritable mise en réseau avec les autres services de la mairie, avec les associations ou avec les travailleurs sociaux.

➤ Prendre en compte la notion d'urgence

Alors que naguère, les crèches semblaient réservées aux parents prévoyants qui planifiaient l'inscription de leur enfant dès le début de la grossesse, la notion d'urgence est désormais l'une des composantes des politiques de la petite enfance. Dans la pratique, il s'agit d'être à même de pouvoir proposer une solution de garde à tout parent dont la situation évolue brutalement sur le plan personnel (séparation, divorce, problème de santé), ou professionnel (obtention d'un emploi, d'une formation, d'un stage...). Une contrainte d'autant plus impérieuse pour soutenir les efforts de réinsertion des personnes en difficulté. "Une mère célibataire au chômage doit pouvoir accepter sur l'heure un emploi à mi-temps sans que la garde de son enfant représente une difficulté dissuasive", souligne Véronique Salas. Et, comme l'indique Yvon Mahé, "ce sont, dans ce cas, les haltes-garderies, équipements de proximité, qui peuvent constituer l'outil adapté". «

Enfin, la multiplication des échanges avec les parents contribue également à mieux les insérer dans la collectivité : "un aspect important pour les familles immigrées ou pour celles qui déménagent pour raisons professionnelles", souligne Véronique Salas. Des collectivités comme Chalon-sur-Saône, par exemple, organisent ainsi des séances d'information et de réflexion en groupe autour du développement de l'enfant. Et ces échanges autour de l'alimentation, du sommeil ou de la propreté permettent aux parents d'établir le dialogue avec d'autres parents... «

➤ Dans les Hauts-de-Seine, ouvrir la parole

Dans le département des Hauts-de-Seine se sont multipliées les structures dont le projet s'attache à soutenir la parentalité et le dialogue intergénérationnel : prévention, socialisation des enfants, lutte contre l'isolement des parents, conseil conjugal, intégration des populations immigrées, alphabétisation, mise en relation avec des femmes-relais, information et soutien auprès des familles en difficulté... L'Observatoire de la direction de la vie sociale du département a rassemblé dans un répertoire ces initiatives innovantes mises en œuvre par les associations, le conseil général ou les municipalités [voir liste des contacts p. 26] «

➤ À Cannes, les parents se rencontrent à la crèche-halte-garderie des Mûriers...

Ouvrir les portes de la crèche aux parents peut réserver bien des surprises. Vouloir leur faire découvrir les travaux de peinture des tout-petits reste une démarche anodine. Mais rebondir sur leur enthousiasme face aux réalisations de leur progéniture pour leur proposer d'en faire autant, c'est le pari un peu osé que s'est fixé l'équipe d'animation de la crèche-halte-garderie des Mûriers, dans le quartier populaire de Cannes-La-Bocca. Concrètement, les ateliers peinture de la crèche, animés avec le concours d'une intervenante extérieure, sont ouverts aux parents. Habillés d'un tablier, ils prennent ainsi couleurs et pinceaux pour peindre avec les enfants, et les fruits de ces demi-journées à la fois appliquées et ludiques sont multiples. "Ce travail en commun permet tout d'abord aux enfants de découvrir leurs parents sous un nouveau jour. Il est rare de pratiquer ce genre d'activités en famille. Il permet aussi aux parents de découvrir les capacités de leur enfant. Enfin, et peut-être surtout, il crée des liens entre les parents, qui font connaissance et sympathisent" indique Martine Kerckove, directrice de la structure. À l'arrivée, les parents, pour lesquels sont aussi organisés des petits-déjeuners ou des goûters, établissent des rapports amicaux et se rencontrent en dehors de la crèche. Un résultat d'autant plus intéressant que la population du quartier comprend tous types de classes sociales et que de nombreuses mères célibataires et isolées trouvent là l'occasion d'être intégrées dans leur environnement immédiat. «

Centre de Gestion 59 avec l'autorisation
du C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

Les obstacles et les pesanteurs persistent

Le fonctionnement des équipements collectifs est enfermé dans des contraintes. Où se situent les blocages? Au-delà des rigidités imposées par les textes, il faut aussi faire évoluer les mentalités et les professions du secteur de la petite enfance.

Les solutions existent donc pour adapter l'offre d'accueil. Mais le cadre dans lequel elles se mettent en place reste trop souvent figé sur des schémas traditionnels. Il en va ainsi, en premier lieu, du contexte légal dans lequel s'inscrit l'accueil de la petite enfance. L'arsenal réglementaire sur lequel repose l'organisation des crèches et des haltes-garderies est composé de textes adoptés entre 1952 et 1979. Il sont donc non seulement antérieurs à la décentralisation, mais

En revanche, la déclinaison du changement dans les textes a suscité nombre de divergences, qui expliquent peut-être le retard pris dans la publication maintes fois différée d'un décret sur les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, envisagée depuis... 1989.

La dernière version de ce texte, dont la publication a été annoncée par le Premier ministre à l'occasion de la Conférence de la famille du 7 juillet dernier, ne remporte d'ailleurs pas totalement l'adhésion des responsables municipaux, en première ligne dans la mise en œuvre des politiques de la petite enfance.

Bien sûr, le multi-accueil se voit enfin reconnaître une existence légale, ce qui satisfait pleinement les professionnels (voir page 26). Mais des voix s'élèvent pour estimer que le texte ne va pas assez loin dans ce domaine. L'un des atouts du multi-accueil consiste en effet à pouvoir profiter pleinement des capacités d'accueil d'un équipement, c'est à dire à faire en sorte qu'il n'y ait pas de places vacantes, en ajustant en permanence l'offre de services au nombre effectif d'enfants présents. Pour schématiser, l'intérêt de la formule est par exemple de pouvoir accueillir deux enfants à mi-temps dont les temps de présence se complètent (l'un le matin et l'autre l'après-midi) à la place d'un enfant à temps plein, dont la proportion est de moins en moins élevée dans le nombre d'enfants inscrits. Or, les dispositions envisagées ne permettraient qu'un dépassement de la fréquentation de la crèche de 10 % par rapport à la capacité d'accueil maximale théorique de l'établissement. Autrement dit, pour une crèche de 60 places, seuls 66 enfants pourront être accueillis dans la semaine. Or, les taux d'absentéisme liés à l'activité des mères ne relèvent pas de la statistique mais bien des habitudes de vie. Un équipement peut par exemple se vider régulièrement le mercredi après-midi ou à certains moments de la journée, périodes qui pourraient être mises à profit pour organiser des formes d'accueil ou d'activités spécifiques pour d'autres enfants. D'où l'idée, défendue par certains, de rattacher le nombre d'enfants accueillis au taux d'encadrement plutôt qu'à la capacité d'accueil maximale. Mais tant qu'une telle reproduction d'une image très négative, ce qui les pousse à

pelements devront continuer à prendre des libertés avec la norme ou négocier pied à pied avec la PMI ou la CAF.

Vaincre les pesanteurs sociologiques

Au-delà des règles, ce sont aussi les mentalités qu'il convient de faire évoluer. Et tout d'abord du côté des professionnels eux-mêmes. Dans tout corps social, il y a résistance au changement. Mais en l'occurrence le pari n'est pas mince. En effet, comme le souligne Jean Epstein, "les professionnels doivent se convaincre que le changement est radical puisque de la garde d'enfants, on passe au soutien à la parentalité". Il découle de cette évolution à la fois un changement de statut et de nouveaux rapports avec l'extérieur de la crèche.

Or les représentations sont tenaces et les personnels de la petite enfance sont souvent en proie à une certaine auto-dévalorisation, entretenue il est vrai par nombre de leurs interlocuteurs. Il leur est donc nécessaire de changer d'image pour être considérés comme des intervenants sociaux à part entière. "Ce qui implique non seulement qu'ils prennent conscience de leur rôle mais également que leur professionnalisme soit pleinement reconnu, alors qu'il est aujourd'hui encore trop fréquemment sous-estimé" observe Jean Epstein. Selon lui, cette reconnaissance passe avant tout par une prise de conscience des élus à l'égard du rôle vital de ce secteur et par l'attribution de moyens nouveaux à la hauteur de l'importance de la mission. Non seulement en termes d'effectifs ou de locaux, mais aussi au niveau du partenariat à mettre en place avec les autres intervenants. "Trop longtemps, explique Jean Epstein, les professionnels de la petite enfance ont été amenés à travailler en circuit fermé". Il est temps aujourd'hui de sortir de cet enfermement.

À l'inverse, les professionnels doivent également redescendre du piédestal sur lequel les hissent les parents. "Ces derniers aussi ont bien souvent d'eux-

aussi totalement déconnectés de l'évolution des réalités sociologiques. C'est pourquoi chacun convient, tant du côté de l'État que de celui des professionnels de terrain, de la nécessité de remédier à cette double obsolescence, à la fois réglementaire et sociétale.

Capacités d'accueil : prendre des libertés avec la norme?

Les objectifs généraux semblent largement partagés. La circulaire du ministère de l'Emploi et de la Solidarité du 9 mars 1999, par exemple, qui vise à soutenir le développement de l'aide à la fonction parentale, montre que les responsables nationaux ont bien pris conscience de l'évolution des besoins. Il en va de même des axes de travail de la Délégation interministérielle à la Famille (DIF), qui s'est attelée avec la CNAF à une vaste réflexion sur l'avenir des modes de garde.

presque de faire à leur place" indique Jean Epstein. Et face à cette dérive de comportement, les professionnels doivent éviter le piège qui consiste à figer des rapports de dépendance mutuels qui se révèlent confortables pour tout le monde mais rigoureusement infructueux.

Adapter la formation

Le passage au multi-accueil et au soutien à la parentalité bouleverse donc profondément les pratiques professionnelles. Ce sont les bases d'un métier qui sont remises en question. Comme le résume Jean Epstein, "les professionnels de l'enfance doivent devenir de plus en plus des professionnels de la famille". Or ils sont avant tout formés à une relation exclusive avec l'enfant.

Il apparaît donc bien, comme l'explique Véronique Salas, que "la formation initiale n'est plus adaptée aux nouvelles fonctions d'encadrement de



Véronique Salas,
chargée de mission au
secrétariat général de
la ville de Cannes

la petite enfance". Il faut notamment dépasser une approche marquée par la dimension médicale et sanitaire pour, comme le souligne Yvon Mahé "mettre l'accent sur le développement et l'épanouissement de l'enfant et les rapports avec les familles". Un besoin d'autant plus pressant lorsqu'il s'agit de familles en difficulté ou d'origine culturelles variées.

D'ailleurs, les professionnels eux-mêmes réclament la mise en place de formations complémentaires pour faire face aux nouvelles exigences de leur fonction. Il revient alors aux employeurs de faire des choix volontaristes. Comme la ville de

Chalon-Sur-Saône, qui a fait le pari d'organiser, en liaison avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) une formation "sur mesure" assez poussée, qui a concerné cinquante agents sur trois ans.

Le CNFPT propose d'ailleurs des modules de formation continue qui portent sur l'évolution des modes d'accueil, les relations parents-enfants, l'accueil des parents, ainsi que des stages sur les compétences transversales en matière d'animation d'équipe et de management ou sur les relations avec les partenaires institutionnels. Une évolution qui va dans le sens souhaité par Véronique Salas, qui souligne l'intérêt de "travaux communs dans la formation des éducatrices et des puéricultrices afin qu'elles disposent des mêmes bases en matière de gestion et d'encadrement". Des avancées significatives, donc, qui doivent beaucoup à la demande des professionnels. D'ailleurs, comme le rappelle Paul Bénézech, coordonnateur du secteur social au CNFPT, "la formation n'appartient pas aux organismes de formation : elle évolue en fonction des besoins exprimés".

Toutefois, malgré tout l'intérêt de ces initiatives, la question des contenus de la formation initiale, qui relève des écoles spécialisées, reste posée. Pour Véronique Salas, il conviendrait notamment, en forçant le trait, "d'intégrer davantage d'éléments d'ordre sanitaire et médical dans la formation initiale des éducatrices et davantage d'éléments relationnels et sociologiques dans celle des puéricultrices". Et, au-delà, d'y développer la dimension relative au travail social. Comme le résume Jean Epstein, "si les professionnels sont bien formés à l'enfant, ils attendent de l'être également à l'accompagnement de l'adulte".

D'où la nécessité, soulignée par Michèle Slaoui, formatrice d'éducateurs de jeunes enfants, "de former les jeunes professionnels au développement social et au partenariat interinstitutionnel. C'est la condition pour que l'accueil de la petite enfance devienne réellement le levier de l'intégration sociale".

➤ Gestion : optimiser des coûts fixes...

L'accueil de la petite enfance coûte cher. Une journée de crèche peut représenter une dépense variant d'un peu moins de 300 francs à près de 500 francs, et le passage au multi-accueil n'est pas neutre (aménagement des locaux, dépenses de personnel...). De plus, de nombreux facteurs exogènes viennent alourdir l'addition. Des normes concernant l'hygiène, l'alimentation, les jeux... viennent en permanence peser sur les budgets, sans parler, à terme, de l'instauration des 35 heures dans la fonction publique territoriale. D'où la préoccupation des gestionnaires d'équipements d'optimiser des coûts fixes incompressibles. Les dépenses ne sont en effet pas liées aux taux de fréquentation des structures, mais surtout à la rémunération de l'encadrement et à la maintenance des locaux. C'est pourquoi toute amélioration qualitative de l'offre passe à la fois par un choix politique de la municipalité en matière budgétaire et la rationalisation des coûts. Mais comme sur le plan des recettes, le taux de participation des parents atteint le taux de supportabilité tandis que la part des municipalités ne cesse de croître, la qualité des rapports locaux avec la CAF compte pour beaucoup dans la mise en œuvre de l'innovation à politique tarifaire constante. Dans le même esprit, la CNAF vient d'ailleurs de mettre en place un nouveau système de participation au financement des structures, destiné à encourager la fréquentation des établissements par les familles les plus défavorisées [voir encadré page 26].

Accueil collectif et école maternelle : à Nantes, un mariage de raison

Comme l'a écrit Luce Dupraz, la socialisation optimale de l'enfant passe par une préparation sereine à l'entrée à l'école maternelle. Trop souvent en effet, les parents, lors de cette étape sont victimes d'une résurgence de leurs propres angoisses, compromettant la sérénité nécessaire qui doit alors entourer l'enfant. Et l'absence de liens entre les structures de la petite enfance et l'école ne facilite pas les choses...

C'est la raison pour laquelle la ville de Nantes a, dès le début des années quatre-vingt-dix, lancé une réflexion commune avec l'éducation nationale pour faciliter cette transition. D'où la création d'un "lieu-passerelle" réservé aux enfants n'ayant pas fréquenté de structures collectives.

"Le chemin vers l'école", c'est le nom de cet équipement, propose de façon permanente un accueil gratuit. Des groupes sont constitués, auquel participent les enfants comme leurs parents. Lorsque les esprits semblent mûrs, une visite de l'école est organisée lors de laquelle les enfants découvrent les lieux, l'atmosphère et les rythmes aux côtés de leurs parents et des responsables du lieu-passerelle. Après cette phase d'intégration, dont la durée dépend des réactions des enfants, ceux-ci sont scolarisés après concertation des parents et des professionnels.

Si ce processus développe la capacité de l'enfant à s'intégrer, il permet également aux parents d'abandonner leur défiance vis-à-vis de l'institution scolaire, mais aussi de prendre conscience de la faculté d'adaptation de leur enfant, d'échanger sur leurs interrogations en termes de parentalité et de découvrir un groupe d'autres parents avec lesquels des liens s'établissent.

Comme le relate l'un des responsables du "Chemin vers l'école", "les parents concernés deviennent eux-mêmes des moteurs de la parentalité au sein de l'école. Ils se sentent à la fois à l'aise et concernés, interpellent les enseignants, participent au conseil d'école, se rencontrent régulièrement et établissent entre eux leurs propres réseaux."

* Le temps d'apprivoiser l'école : lieux et actions passerelles entre les familles et l'école maternelle. Luce Dupraz, Fondation de l'école.

Des clés pour demain...

La prise de conscience au niveau national de l'importance de la problématique de la petite enfance a bien eu lieu. Le futur décret sur l'accueil encourage la mise en place de solutions innovantes, tandis que la CNAF souhaite favoriser la fréquentation des crèches par les familles aux revenus les plus modestes. Autant de signes encourageants pour les professionnels de terrain...

Le projet de décret relatif "aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans" a fait l'objet d'une large concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur. Malgré quelques insuffisances relevées précédemment, il comporte nombre d'avancées reconnues par les professionnels.

Parmi celles-ci, figurent la reconnaissance légale du multi-accueil, ainsi que celle des lieux d'accueil parents-enfants. Le texte fait par ailleurs une large part à l'encadrement et à la qualification des professionnels. Les qualifications minimales pour exercer les fonctions de directeur de structures seront désormais fixées selon le type et la taille de celle-ci.

Ainsi, pour un établissement de 40 places et plus, les fonctions de directeur pourront être exercées par un médecin ou par une puéricultrice (voire une sage-femme) justifiant de cinq ans d'expérience. Pour les établissements de 20 à 40 places, elles pourront être confiées à un éducateur de jeunes enfants, sous réserve que les effectifs comprennent également une puéricultrice ou une infirmière. Enfin, les plus petites structures pourront être dirigées par un éducateur ou une autre personne ayant trois ans d'expérience dans les mêmes fonctions.

Ces dispositions introduisent donc plus de souplesse dans le recrutement des responsables, notamment pour les établissements de petite taille. Et, s'il établit la nécessité d'un "tandem" regroupant des compétences à la fois éducatives et médicales dans les structures de taille intermédiaire, on sait qu'il est souvent mis en place de fait dans les établissements plus importants.

Par ailleurs, le projet de décret tente de clarifier les rapports institutionnels entre villes et conseil général. Le texte envisage notamment la création d'une nouvelle instance : la commission départementale d'accueil de la petite enfance.



Placée sous l'autorité du président du conseil général, cette commission devrait être composée de représentants des communes, de l'État, de la CAF, du service PMI, des professionnels de la petite enfance et des usagers. Dotée d'un rôle consultatif, elle semble, grâce à sa mission de "conseil et de réflexion", pouvoir constituer un lieu de dialogue et d'échanges entre les décideurs, les professionnels et les parents. Si ce rôle était déjà rempli par de façon informelle dans certains territoires, notamment dans les grandes agglomérations, cette nouvelle instance peut se révéler précieuse pour l'analyse des besoins et des politiques en milieu rural.

➤ **CNAF : augmentation de l'aide au financement des crèches**

[illegible][illegible]

D'une façon plus générale, même si l'institutionnalisation de cette fonction n'était pas forcément à graver dans les textes, la création de cette commission peut favoriser non seulement la nécessaire mise en commun des savoirs, mais aussi la mise en réseau des équipements. Deux voies qui peuvent permettre, sans alourdir la charge financière pour la collectivité, de réellement passer de la gestion de l'accueil collectif à la coordination de l'ensemble des modes d'accueil. ♦♦

À lire également, dans le Journal de l'Action sociale, à propos de la petite enfance :

- La halte-garderie "L'Arc-en-ciel" de Cannes : un nouveau partenaire dans l'action sociale : n°34, p. 10
- Soutien aux parents : une crèche et un centre social de Saint-Etienne se mobilisent : n°34, p. 11
- À Playben, l'école à l'écoute de la maltraitance : n°36, p. 13
- Il était une fois des marnais conteuses : n°38, p. 8
- Une Souris verta pour "tous" les enfants : n°39, p. 12
- Accueil des jeunes enfants : l'évolution des attentes : n°39, p. 30
- Accueil périscolaire, un prétexte pour remobiliser enfants et parents : n°41, p. 15
- La crèche Baby-Loup, prévention pour les petits, insertion pour les grands : n°42, p. 15

CONTACTS :

- Sylvie Bayle - Direction de la petite enfance de Chalon-sur-Saône : 03.85.95.85.26
- Paul Bénézech - CNFPT : 01.55.27.42.58
- CNAF - Direction de l'action sociale : 01.45.65.52.52
- Conseil général des Hauts-de-Seine - Observatoire de la Direction de la vie sociale : 01.47.29.35.52
- Bernard Coué - Direction de la petite enfance de Nantes : 02.40.41.31.04
- Jean Epstein - Cetec : 01.40.37.27.07
- Martine Kerckove - Crèche-halte-garderie des Mûriers : 04.93.48.13.74
- Yvon Mahé - Atelier petite enfance du Rhône : 04.78.83.38.76
- Véronique Salas - Secrétariat général de la mairie de Cannes : 04.93.99.47.95
- Michèle Slaoui - Centre de formation des éducateurs de Strasbourg : 03.88.14.42.90

Centre de Gestion SV avec l'autorisation
du C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

CRÈCHES : des aides à l'innovation

C'est un fonds exceptionnel, venu de l'excédent de la branche famille, qui répond aux annonces en faveur des crèches faites lors de la Conférence de la famille de Matignon en juin dernier. Exceptionnel, car il n'est attribué qu'une fois, mais aussi parce qu'il n'a pas de commune mesure avec les 280 millions sur quatre ans de l'ancienne loi Famille. Mais attention, ne rêvez pas déjà d'un coup de peinture neuve ou d'un nouveau budget "jouets d'extérieur" ! Ce fonds concerne les projets qui améliorent l'accueil petite enfance, sont innovants et, surtout, adaptés aux nouveaux besoins des familles.

Développer l'accueil de la petite enfance

Première fonction de cette dotation, inciter les communes à développer sensiblement l'offre de d'accueil collectif. Si toutes les études montrent que les familles plébiscitent les modes d'accueil collectif, les communes quant à elles sont souvent réticentes à développer ce type de mode de garde. En-dehors des éventuels choix purement politiques de la municipalité entre collectif et

Le multi-accueil : une formule dans le vent

Parmi les projets déjà sur le bureau de la CNAF, 600 sont centrés sur le multi-accueil. 250 d'entre eux indiquent en outre la possibilité de recourir à une assistante maternelle pour l'accueil hors des heures d'ouverture de l'équipement !

Une solution de plus en plus en vogue à en croire les chiffres : 29 % des projets créés entre 1996 et 1999 étaient des formules multi-accueil. Un type de structure apparemment d'une plus grande souplesse pour les communes et plus adaptées aux souhaits des parents.

Les autres propositions : 450 pour l'accueil en urgence, 630 pour celui d'enfants handicapés. Beaucoup de ces structures prévoient également une augmentation de l'amplitude horaire.



Si vous ou votre commune avez des projets, c'est le moment de foncer ! La CNAF dispose de 1,5 milliard de plus pour financer la création de nouvelles structures ou le réaménagement de lieux existants. Explication du "miracle".

individuel, leur argument est généralement le coût élevé que la création d'une crèche représente dans leur budget : on l'estime à 125 000 F, voire 150 000 F et même 175 000 F, par place ! Sans parler ensuite du coût de fonctionnement (voir encadré ci-dessus).

Le rôle des CAF se joue là : lorsque le frein à la création d'une crèche est surtout financier, cette nouvelle subvention, en allégeant considérablement le coût d'investissement supporté habituellement par les collectivités locales, va servir de levier, de déclencheur de décisions !

La preuve : depuis le 19 juillet, date du lancement du recensement, 1 500 projets de création ou d'aménagement de structures émanant des mairies et concernant près de 37 000 places sont parvenues à la Caisse nationale d'allocations familiales ! Qu'en si peu de temps autant de projets déjà "bien ficelés", tout prêts dans les cartons des mairies aient pu remonter des caisses locales, c'est bien que le manque de moyens ne permettait pas de passer à l'action. Et non le manque d'imagination, de volonté ou d'idées !

L'innovation sera privilégiée

Cette subvention s'élèvera norma-

lement à 40 000 F par place créée et plafonnera à 80 % du montant des dépenses engagées pour l'investissement, non pour le fonctionnement. Mais elle pourra être majorée pour atteindre jusqu'à 70 000 F par place lorsque le projet apparaîtra comme innovant. Autrement dit, offrant par exemple du multi-accueil, des places réservées pour l'accueil d'urgence, des horaires aménagés ou l'accueil des enfants handicapés. Ou encore des passerelles, de l'accueil itinérant. Dans le même souci de répondre au maximum aux besoins des familles tout en s'adaptant au mieux au terrain local, la subven-

Coût de fonctionnement des différents modes de garde

Le prix de revient moyen par enfant et par mois est :
Crèche collective : 7 200 F.
Crèche familiale : 5 867 F.
Crèche parentale : 4 770 F.
Assistante maternelle : 3 639 F.
Garde à domicile : 9 534 F.

tion pourra être également majorée dans le cas de projets de lieux d'accueil intercommunaux, par exemple en milieu rural, où une seule commune ne peut souvent pas faire face à la gestion d'une crèche sans s'allier à ses voisines !

Les "anciennes" aussi peuvent postuler !

Si l'innovation est ainsi privilégiée, cela ne signifie pas, assure-t-on à la direction de la CNAF, que les crèches classiques n'ont plus le droit de cité ! Simplement, ce fonds n'est pas prévu pour bonifier le parc existant mais pour impulser un nouveau souffle de création ! Certes, il n'ira pas aux structures déjà réalisées, ni aux projets déjà en cours de réalisation, sauf si les travaux n'ont pas été commencés avant la date de la circulaire d'application (le 2 octobre). Mais rien n'empêche une crèche classique déjà existante qui souhaite procéder à une extension d'accueil ou mettre au point une plus grande amplitude horaire de postuler ! D'ailleurs, sur les 1 500 projets déjà recensés par 107 des 125 caisses d'allocations familiales locales, la moitié concerne une création pure, l'autre moitié, le réaménagement d'une structure existant. Et il n'est pas trop tard, puisqu'une deuxième phase de "récolte" de projets se déroulera en novembre, afin de très vite programmer les investissements pour 2001.

Petit historique de l'aide de la CAF aux crèches

- Il y a juste trente ans, création des subventions de fonctionnement aux crèches. Une aide qui coïncidait avec l'arrivée des femmes sur le marché du travail.
- 1983 : création du contrat crèche, une aide financière majorée lorsque la commune s'engageait à développer l'accueil des jeunes enfants.
- 1986 : création dans les CAF des conseillers techniques petite enfance, véritables "diagnostiqueurs" des besoins des municipalités et des familles (ils sont 600 actuellement).
- 1988 : création du contrat enfance visant une diversification des modes de garde.
- 1990 : extension des subventions aux relais assistantes maternelles et aux lieux d'accueil parents/enfants.
- Entre 1994-99 : 15200 places créées (crèches / haltes).
- 2000 : malgré ces incitations, le nombre de places stagne notamment à cause de la faiblesse de l'aide à l'investissement. D'où ces nouvelles mesures !

Centre de Gestion 50 avec l'autorisation du C.F.C. Toute nouvelle reproduction nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

événement

Quelles politiques municipales pour la petite enfance ?

Une publication de l'Odas réactive le débat

On le sait les communes jouent un rôle considérable dans l'organisation de l'accueil collectif de la petite enfance. Doivent-elles aussi participer à la promotion, à la coordination et à la rationalisation de l'accueil individuel ? L'Odas relance le débat en publiant les résultats d'une étude récente sur le sujet.



d'inconvénients. En réalité c'est la nourrice agréée qui est classée à la première place du mode d'accueil jugé le plus satisfaisant.

Or, ces tendances se maintiendront probablement dans l'avenir car l'accueil collectif se trouve aujourd'hui de surcroît destabilisé.

L'accueil collectif en zone de turbulences

L'accueil collectif est en effet aujourd'hui discuté dans sa performance en raison de sa difficulté à s'adapter pleinement aux attentes qualitatives des familles. Si les villes ont su faire évoluer les conditions d'accueil sur le plan administratif en multipliant les formules d'accueil multiple (voir *jas n°44*), la plage des horaires d'accueil n'a pas changé. Alors que le nombre de familles ayant des horaires de travail « type bureau », (au-delà de 18 heures et en deçà de 8 heures) s'accroît considérablement, les horaires de crèches n'ont changé que dans une ville sur quatre. Ce qui oblige un tiers des familles à utiliser corrélativement plusieurs modes d'accueil malgré les coûts en résultant, et les risques d'adaptation de l'enfant.

En outre, de nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui pour remettre en cause l'accueil collectif de l'enfant avant dix-huit mois. Il est vrai que les effets positifs de la socialisation sont largement neutralisés par les risques accrus de transmission de maladies contagieuses. D'ailleurs, des études ont mis en évidence l'impact de l'accueil collectif sur le développement de l'agressivité de l'enfant.

Même si le débat est loin d'être tranché, il semble difficile de préconiser à ces âges un mode de garde plutôt qu'un autre, et indiscutablement prudent d'offrir le libre choix aux familles. Est-ce à dire que l'accueil collectif perd sa raison d'être ? C'est peu probable car dans les grands centres urbains la demande reste forte et qu'un grand nombre d'élus et de professionnels attachent à la crèche une fonction de socialisation précoce nécessaire pour un nombre de plus en plus important de familles. C'est d'ailleurs un des premiers enseignements de l'étude de l'Odas sur les politiques municipales de la petite enfance, qui vient de paraître**, que de rappeler les diverses fonctions de l'accueil collectif, et la permanence de son intérêt. Cette étude permet d'ailleurs de vérifier que les villes poursuivent la création de places en accueil collectif, ce que l'on peut comprendre. Mais il est urgent que parallèlement, si les communes veulent s'affirmer dans une posture pragmatique, elles s'intéressent aussi à l'accueil individuel.

Le soutien à l'accueil individuel reste à construire

C'est pourquoi, il est important de relever que l'étude de l'Odas permet de mieux cerner les pistes opérationnelles de renforcement de ce soutien à l'accueil individuel, qui peut passer notamment, comme dans certaines villes, par un soutien financier complémentaire des prestations familiales pour les parents y ayant recours, ou par la promotion de cet accueil via notamment le développement des

relais d'assistantes maternelles ou l'attribution à celles-ci d'une aide financière substantielle à l'installation.

Il reste que ce type de démarches ne pourra s'organiser efficacement sans un fort partenariat. Si les communes ont su bâtir un partenariat approfondi avec les caisses d'allocations familiales – 81% des villes estiment que ce partenariat sur la petite enfance est bon – à travers les contrats enfance ou les contrats temps libre, la collaboration avec les départements reste très insuffisante – 49% la jugent bonne, 30% moyenne et 21% inexistante. Or, le suivi de l'accueil individuel nécessite une forte mutualisation des connaissances avec les services de protection maternelle et infantile (PMI) chargés de l'agrément des assistantes maternelles. C'est d'ailleurs une des faiblesses de l'étude de l'Odas que de n'avoir pas su utiliser le positionnement privilégié de cet observatoire, à égale distance des communes et des départements, pour analyser les diverses facettes du partenariat entre conseils généraux et communes. Parmi les pistes exploratoires, il eut été notamment intéressant d'analyser les avantages et les inconvénients d'une municipalisation de la PMI, qui se pratique dans certaines villes d'Ile-de-France. ◆

* Accueil des jeunes enfants, conciliation vie professionnelle-vie familiale et opinions sur les prestations familiales, CREDOC, rapport n°191.

** Politiques municipales de la petite enfance : de la gestion à la coordination des modes d'accueil, Les cahiers de l'Odas, Mai 2001.

On a tendance à l'oublier : le nombre d'enfants concernés par l'accueil hors du domicile est faible. Les trois quarts des enfants de moins de trois ans sont gardés à leur domicile. En ce qui concerne les autres, si 19% sont gardés par une assistante maternelle, seuls 6% sont en crèches collectives. C'est dire que le mode de garde collectif est minoritaire, bien qu'il soit l'un des plus développés au niveau européen. On peut le comprendre lorsque l'on sait qu'il s'avère coûteux pour la collectivité et qu'il n'emporte pas les suffrages des familles concernées. Selon l'étude réalisée par le CREDOC en 1998*, les préférences de la population en matière de modes d'accueil de la petite enfance se caractérisent par "une très nette attirance vers les solutions individuelles". Les partisans de la crèche collective "ne représentent que 22% de la population". Pourtant elle est considérée comme le mode de garde le moins coûteux pour les parents (43% des parents d'enfants de moins de six ans), mais elle est aussi considérée comme le mode de garde qui présente le plus

Par Michel Borgetto et Robert Lafore

Enfin une réglementation des établissements d'accueil de la petite enfance adaptée au monde moderne

Les établissements d'accueil de la petite enfance se sont développés pragmatiquement, au fil des besoins et des initiatives, sans plan d'ensemble ni cadre juridique homogène et cohérent. Ainsi, les crèches collectives étaient régies par une réglementation datant de 1974, les haltes-garderies par un arrêté de 1979, les garderies et jardins d'enfants par un décret datant de 1952, les structures parentales n'étant quant à elles organisées que par une simple circulaire de 1981... Ce n'est que récemment, avec le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 (*dispositions codifiées aux articles R.180 à R.180-26 du Code de la santé publique*) que l'ensemble du secteur a été réaménagé. Ce nouveau cadre juridique a été établi avec trois objectifs différents : Tout d'abord, et c'est là ce qui était le plus attendu, harmoniser les règles en vigueur, et dans le même temps les rénover et clarifier par là le statut de tous ces organismes ; ensuite, améliorer les règles de fonctionnement, en valorisant notamment la place des parents ; enfin, aménager les normes d'encadrement en personnel de façon à permettre une certaine souplesse d'accueil en nombre d'enfants, ce problème n'étant pas la moindre des difficultés occasionnées par la réglementation antérieure.

Les missions

L'article R.180-1 nouveau du Code de la santé publique redéfinit les missions de l'ensemble des struc-

tures concernées : " Les établissements et les services d'accueil veillent à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants qui leur sont confiés, ainsi qu'à leur développement. Ils concourent à l'intégration sociale de ceux de ces enfants ayant un handicap ou atteints d'une maladie chronique. Ils apportent leur aide aux parents afin que ceux-ci puissent concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale ". L'inflexion la plus importante tient au fait que ces structures doivent sortir d'un rôle strict de gardiennage d'une part, et/ou d'autre part de leur centrage traditionnel sur le technique et le médical, pour développer de véritables missions pédagogiques et d'intégration sociale (enfants handicapés), notamment en jouant un rôle d'appui auprès des familles.

De plus, l'adoption d'un cadre juridique homogène concernant l'ensemble des structures veut faciliter un décloisonnement entre elles pour généraliser progressivement, en lieu et place des très fortes spécialisations antérieures, un " multi-accueil ". Une adaptation plus grande aux besoins exprimés et une plus grande souplesse dans l'accueil sont donc attendus.

Les établissements concernés

La nouvelle réglementation définit un champ d'application qui intègre diverses structures, antérieurement distinctes et organisées selon des dispositions disparates. Elle concerne tout d'abord les

" crèches collectives " qui sont définies comme des établissements accueillant des enfants de moins de trois ans pendant la journée. Cet ensemble se subdivise en " crèches traditionnelles " (gestion par des professionnels et structures d'accueil de grande taille), en " mini-crèches " (unités professionnalisées mais de petite taille et organisées généralement dans des appartements aménagés), en " crèches familiales " (accueil à domicile par des assistantes maternelles agréées), et en " crèches parentales " (accueil en nombre réduit d'enfants pris en charge par des parents qui s'organisent entre eux). La réglementation s'applique aussi aux " haltes-garderies " dont la caractéristique est l'accueil d'enfant de trois mois jusqu'à six ans, mais de façon occasionnelle.

Sont soumis au nouveau dispositif les " jardins d'enfants " qui prennent en charge des enfants entre trois et six ans et ont une vocation essentiellement pédagogique en concourant à leur développement physique et mental par des activités et des exercices divers.

Sont de même pris en compte les " établissements multi-accueil " qui, dans la pratique, combinent le plus souvent des fonctions de crèche traditionnelle et de halte-garderie. Enfin, les " classes-passerelles " sont aussi soumises aux nouvelles dispositions. Il s'agit d'une part de structures réservées à des enfants de deux ou trois ans qui, n'ayant jamais connu de vie en collectivité, requièrent une période d'adaptation avant leur scolarisation ; mais

cette appellation recouvre aussi les services qui préparent des enfants inadaptés, souffrant de handicaps physiques ou mentaux, à leur entrée dans la scolarité normale.

Le régime juridique

Alors qu'antérieurement chaque catégorie de structures d'accueil d'enfants de moins de six ans était soumise à des règles spécifiques, notamment en ce qui concerne les conditions d'ouverture, le décret du 1er août 2000 a unifié ces procédures.

Toute création, transformation ou extension d'un établissement ou service géré par une personne physique ou morale de droit privé, et se proposant d'accueillir des enfants de moins de six ans, doit obtenir une autorisation qui est délivrée par le Président du conseil général du département dans lequel il doit être implanté.

En revanche, et en application du principe fondamental d'autonomie des collectivités publiques entre elles, il s'agit seulement d'un avis donné par le Président du conseil général lorsque l'initiative de création, de transformation ou d'extension émane d'une personne publique. Cette demande doit être motivée par une étude des besoins ; elle doit évidemment comporter une explicitation des caractéristiques de l'équipement ou du service projeté (capacité d'accueil, modalités d'accueil, effectifs et qualification des personnels, projet d'établissement, règlement intérieur, plans et affectation des locaux).

Le Président du conseil général dispose de trois mois pour se prononcer. Sa décision doit se fonder sur la pertinence du projet par rapport aux besoins d'une part, mais aussi sur la qualité du projet d'accueil dans toutes ses dimensions. Une attention particulière est portée, dans la réglementation nouvelle, à la souplesse et à l'adaptabilité de l'accueil, notamment en promouvant un multi-accueil, dans la mesure où l'autorisation peut prévoir une variation des capacités d'accueil, en prenant en compte les fluctuations prévisibles de la demande. La possibilité d'autoriser des "structures expérimentales" dérogeant aux règles de capacité d'accueil et de qualification des personnels a été prévue de façon à favoriser les projets répondant aux évolutions de la demande ou les anticipant.

Le fonctionnement

L'orientation générale des règles posées en matière de fonctionnement des établissements et services d'accueil de la petite enfance va dans le sens de l'assouplissement des normes. Le but poursuivi consiste tout à la fois à augmenter le nombre de places dans les diverses structures et surtout à permettre une adaptation plus grande aux besoins des familles.

Ainsi, tout d'abord, les normes en matière de capacité d'accueil des enfants sont assouplies. Certes, chaque type de structures se voit attribuer une limite maximale en matière d'accueil. Mais ces capacités ne sont plus calculées en fonction du nombre d'enfants inscrits, mais des enfants présents, ce qui ouvre une plus grande latitude au profit des directeurs pour compléter, éventuellement au cas par cas, leur effectif lorsqu'ils disposent de places disponibles, et ce, sans avoir à effectuer les lourdes démarches administratives antérieurement requises. Dans le même sens, un accueil en surnombre certains jours est possible, sous réserve du respect, en moyenne, des normes d'effectifs.

En matière de personnel, les normes d'encadrement sont reconduites (un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas, ou pour huit enfants lorsqu'ils marchent). Mais les qualifications requises sont assouplies. D'une part, les établissements et services doivent comporter une équipe pluridisciplinaire composée d'éducateurs de jeunes enfants et d'auxiliaires de puériculture ; un médecin spécialisé en pédiatrie ou un médecin généraliste disposant d'une expérience en pédiatrie doivent collaborer régulièrement au fonctionnement de chaque type de structures. D'autre part, en ce qui concerne la direction des établissements et services, elle est confiée, comme antérieurement, soit à un docteur en médecine spécialisé, soit à une puéricultrice justifiant de cinq années d'expérience professionnelle ; mais des dérogations ont été introduites pour les structures d'une capacité inférieure à quarante places, pour les jardins d'enfants, pour les établissements dont la capacité est inférieure à vingt places ou encore pour les structures d'accueil occasionnel ou les crèches parentales : la direction peut être confiée, sous condition d'expérience professionnelle, à des éducateurs de jeunes enfants titulaires du diplôme d'Etat. Dans les grandes structures dont la capacité d'accueil est supérieure à soixante places, le directeur doit être assisté d'un adjoint, titulaire d'un diplôme d'Etat soit de puériculture, soit d'éducateur de jeunes enfants, soit d'infirmier. Ces règles concernant la direction des établissements ou services, déjà plus souples, peuvent en outre, dans l'hypothèse de pénurie de candidats, connaître des dérogations qui portent notamment sur les règles d'expérience professionnelle antérieure.

Enfin, la nouvelle réglementation se proposant nous l'avons vu, d'élargir les missions des établissements ou service d'accueil de la petite enfance vers un soutien aux familles pour les aider à concilier vie familiale et vie professionnelle, l'organisation et le fonctionnement de l'établissement sont dorénavant

encadrés par un "projet éducatif et social" ce qui vient renforcer le cadre des anciens "projets d'établissement". Cet instrument, qui doit expliciter l'ensemble des objectifs éducatifs, décliner l'ensemble des moyens mobilisés et des prestations offertes, doit comporter en outre des dispositions définissant la place des familles et leur participation à la vie de la structure. Un "règlement intérieur" doit aussi être adopté, comme auparavant : Déterminant notamment les modalités d'admission, d'accueil des enfants, les tarifs, les modalités de suivi médical des enfants, le règlement intérieur se doit d'envisager tous les aspects du fonctionnement de l'établissement ; en matière d'horaires, et là encore dans le souci de coller davantage aux modes de vie

des familles et aux besoins des parents, un assouplissement des amplitudes horaires peut être prévu par le règlement.

Ainsi, dans un domaine jusque-là très hétéroclite du point de vue des cadres juridiques, et où régnait aussi un fort cloisonnement entre les dispositifs, le décret du 1er août 2000 veut apporter cohérence et homogénéité. Au-delà, par l'introduction de dérogations et d'une souplesse plus grande en matière de normes d'accueil et de fonctionnement, il s'agit aussi de coller mieux à la demande des familles. C'est un secteur où, on le sait, les usagers affrontent des pénuries ainsi que d'innombrables difficultés face à des structures souvent vécues comme rigides et peu adaptées à la diversité des problèmes du quotidien.

Accueil : la ville dont le prince est un enfant

Aussi largement que favorablement commentée par les médias, l'augmentation du taux de fécondité depuis deux ans s'est confirmée en 2001 avec 774 800 naissances. Cette tendance à la hausse n'avait pas été observée depuis vingt ans. En outre, en France, huit femmes sur dix ont une activité professionnelle, ce qui pose avec acuité le problème des modes d'accueil collectif de la petite enfance, qu'un récent décret a pour objectif de clarifier.

CLAUDE ROMÉO, PRÉSIDENT DE L'ANDASS,
AVEC LA PARTICIPATION DE SYLVIE GAILLEN, DIRECTRICE DE CENTRE SOCIAL,
YVES COQUILLOT, DIRECTEUR DE CCAS ET MARC GAUCI, DIRECTEUR DE CCAS.

Reproduction effectuée par le
Centre de Gestion 12 avec l'autorisation
du C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

Disons-le d'entrée, les offres sont largement insuffisantes au regard des 2,2 millions d'enfants dont les parents recherchent une solution d'accueil. Même s'il convient de souligner les efforts qui ont porté notamment le nombre de places en structures collectives de 36 000 en 1969 à 267 000 en 1990, beaucoup reste à faire.



Près de la moitié des parents ont un mode d'accueil qui ne les satisfait pas

Des solutions diverses

On recense actuellement plus de 200 000 jeunes enfants accueillis soit en crèche collective (66 %), soit en crèche familiale (30 %) ou bien en crèche parentale (4 %). Par ailleurs, 415 000 enfants sont confiés à une assistante maternelle agréée et 250 000 enfants ayant deux et trois ans vont à l'école maternelle. À cela s'ajoute l'accueil à temps partiel, dans les haltes-jeux, de 340 000 enfants de moins de six ans.

Où vont les autres, soit plus d'un million de jeunes enfants ? Outre ceux qui sont gardés au domicile de leurs parents, plus de la moitié est confiée soit à un membre de la famille, soit à une tierce personne qui n'a pas reçu l'agrément des services de protection maternelle et infantile pour exercer une fonction équivalente à celle d'assistante maternelle.

La grande majorité de nos concitoyens estime pourtant préférable d'offrir aux familles des équipements collectifs et de services plutôt que des aides finan-

Quel prix de revient pour quels équipements ?

(source C.G.C. 93)

Prix de revient par mode de garde :

- crèche collective : 56,41 euros
- crèche familiale : 46,04 euros
- crèche parentale : 37,35 euros
- halte-garderie : 52,75 euros
- centre de loisirs sans hébergement : 22,71 euros

Prix moyen payé par les familles :

- crèche collective : 1,30 euro
- halte-garderie : 0,51 euro
- centre de loisirs sans hébergement : 0,27 euro

cières quand les parents ont un emploi. De l'avis général, le mode d'accueil le plus satisfaisant est ainsi le recours à une assistante maternelle, vient ensuite l'accueil dans une crèche collective.

Ces tendances doivent être modulées en fonction de l'habitat et de la catégorie socioprofessionnelle des parents. Plus la ville est importante, plus la proportion d'habitants pour lesquels la crèche est le mode d'accueil adapté augmente. De même, les partisans de la crèche et de la garde à domicile sont plus nombreux chez les cadres et les titulaires de diplômes supérieurs.

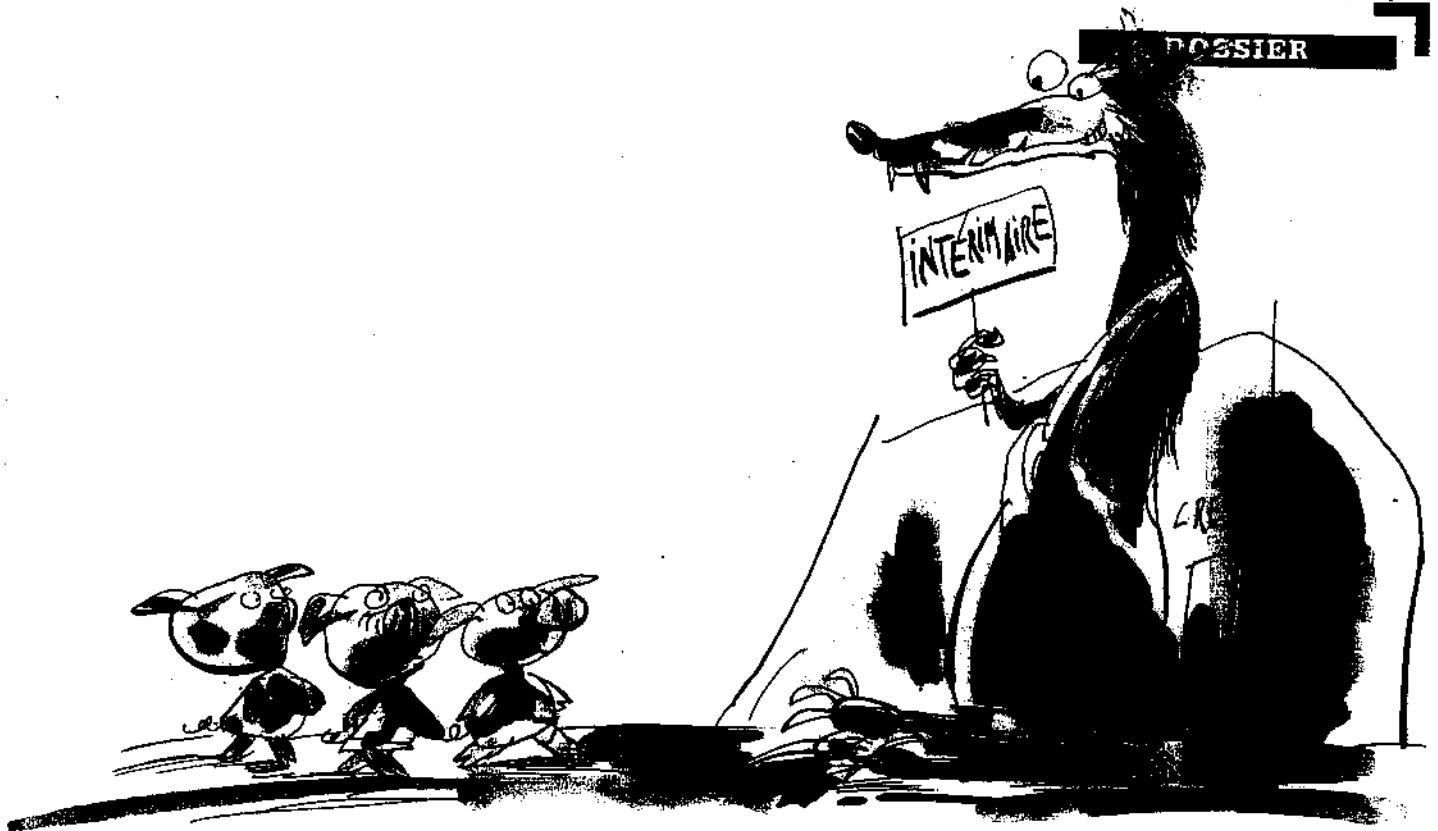
Combiner des solutions d'accueil

Outre l'importance que la société confère aux enfants, l'évolution des structures d'accueil des jeunes enfants est tributaire des caractéristiques de l'activité professionnelle des parents, par exemple du développement du temps partiel et de la mobilité professionnelle, de la mise en place des 35 heures, qui ne nécessitent pas toujours de confier l'enfant tous les jours de la semaine.

La dérégulation et les transformations de l'activité professionnelle, des femmes en particulier dans le secteur tertiaire et le commerce, font que les horaires de plus en plus tardifs ou irréguliers ne correspondent pas à ceux des structures d'accueil d'enfants, ce qui a des conséquences non seulement sur les modalités d'accueil, mais aussi sur l'équilibre personnel de l'enfant. Pour assurer une couverture suffisante au regard des contraintes horaires qui leur sont imposées, les parents doivent combiner plusieurs solutions d'accueil, ce qui est toujours préjudiciable à la sécurité affective du bébé.

Une enquête INSEE (1999) faisait ainsi apparaître que la proportion de ménages ayant recours à un modèle de garde unique a diminué de 72 à 63 % ces quatre dernières années.





Il ne suffit pas de « garder » les enfants

Les progrès à accomplir en matière d'accueil des jeunes enfants concernent d'une part son développement quantitatif, mais également son amélioration qualitative.

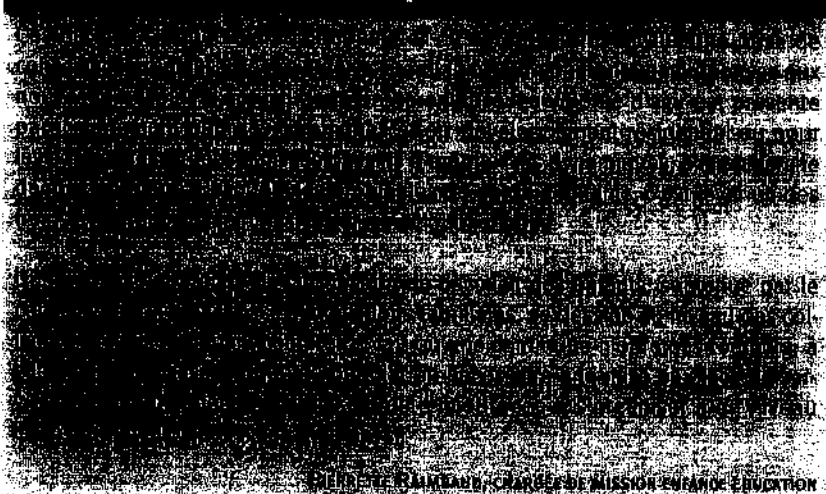
Le premier, pour apporter une meilleure réponse aux parents, notamment dans

les zones où l'offre est particulièrement insuffisante, la seconde pour satisfaire au respect des besoins de l'enfant. Cela implique de veiller avec attention à son bien-être en répondant à ses besoins physiques, psychiques et affectifs

(sommeil, nourriture, soins, hygiène, sécurité...), de favoriser l'éveil par un développement de sa curiosité, de son désir d'apprendre, de s'exprimer à travers les jeux, la musique ou les livres, et enfin de découvrir des lieux de vie

L'effet pervers du décret peut être la fermeture de petites structures

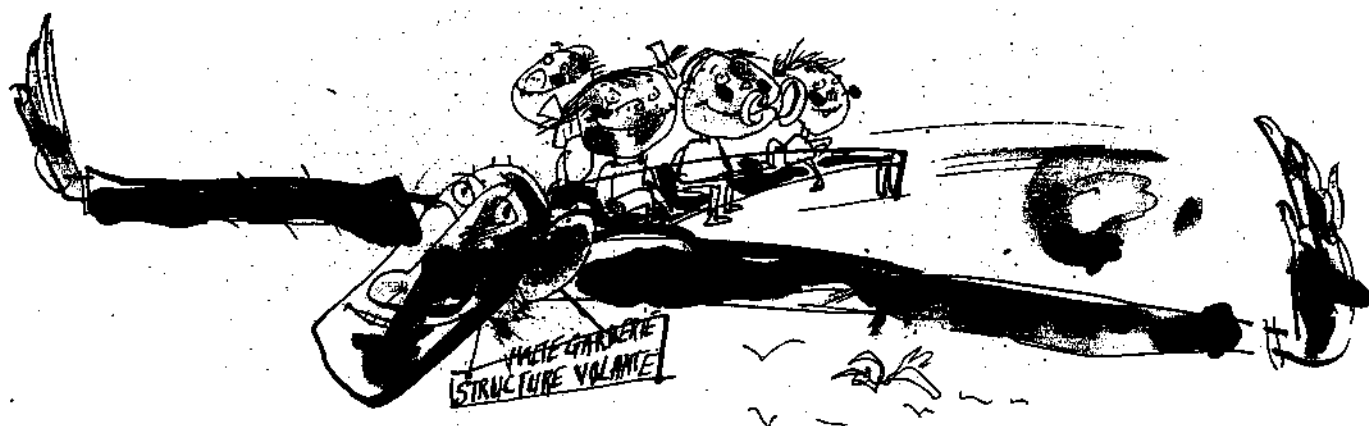
Lever un des freins à l'emploi



extérieurs au milieu familial en favorisant le processus de socialisation et le développement de sa capacité à vivre avec les autres dès le plus jeune âge.

La diversité requise des modes d'accueil et la rigueur dans le fonctionnement de la structure doivent ainsi s'accompagner de projets éducatifs et pédagogiques définis et adaptés.

Il est clair, et c'est toute la réflexion entamée par les bureaux du temps, qu'il faut anticiper dès maintenant les conséquences de l'augmentation de la flexibilité du temps sur la garde des enfants. Jusqu'où ne pas aller ?



Une clarification de la réglementation

Le décret du 1^{er} août 2000, relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, a pour objectif d'assouplir les normes de fonctionnement des modes d'accueil, de favoriser l'élargissement de leur plage horaire, et d'en décloisonner l'organisation.

En outre, ce décret facilite l'élargissement des missions de ces lieux qui ne sont plus réservés aux seuls enfants dont les parents exercent une activité professionnelle, mais s'ouvrent aussi à ceux en situation de formation, de recherche d'emploi, etc.

Les établissements et services d'accueil ont aussi pour mission explicite aujourd'hui de participer à l'intégration sociale des enfants qui présentent des handicaps ou des maladies chroniques.

Ce décret vise à favoriser la professionnalisation de métiers d'accueil, en accordant une plus grande place que par le passé aux professions éducatives. Il reconnaît également l'intérêt des structures à gestion parentale.

Enfin, il exige que les principales structures d'accueil, crèches collectives, familiales et parentales, haltes-garderies et établissements dits multi-accueil, jardins d'enfants aient un projet éducatif et social bâti par l'établissement et s'inscrivant dans l'autorisation d'ouverture.

L'accession à tous

Une importance particulière a été accordée à l'accueil de l'enfant non gravement malade ou porteur d'un handicap léger. Le principe a été posé d'une accession à ces structures pour tous les enfants et cela sera une condition de l'attribution des aides de l'État par le biais du fonds d'investissement pour la petite enfance (FIPE). Une clause figure, d'ailleurs, dans les contrats enfance déjà anciens, dans la mesure où le handicap est compatible avec la vie collective de la structure.

Parallèlement, les admissions d'enfants handicapés s'accompagnent d'un soutien aux équipes grâce à la mise en place d'une instance de médiation médico-psychologique. C'est une condition incontournable si l'on veut que cet accueil profite à l'enfant et que l'équipe reste motivée pour accepter une tâche

L'effet 35 heures

La loi sur les 35 heures a pour effet que les besoins des parents ne sont pas les mêmes d'une semaine à l'autre. Le problème est complexe en terme de gestion du personnel. Comment en effet équilibrer les périodes libres au bénéfice d'autres familles ? Certaines évolutions se dessinent : avec les mêmes équipes, être à la fois crèche certains jours et halte-garderie un autre. Utiliser le mercredi pour permettre aux personnels de récupérer, les enfants étant plus souvent en famille du fait même des 35 heures. Et séparer les groupes temps partiel et temps plein, pour lesquels les projets éducatifs sont spécifiques. Le travail n'est en effet pas le même selon qu'un enfant est là par moments ou régulièrement.

L'innovation la plus importante réside dans le développement de structures multi-accueil

lourde pour des personnels non spécialisés.

L'innovation la plus importante réside sans doute dans le développement de structures multi-accueil, proposant au choix un accueil régulier ou occasionnel. On peut y trouver à la fois une crèche collective, une crèche familiale,

une halte-garderie et un relais d'assistantes maternelles. Tout ceci permet d'accueillir les familles confrontées à des horaires de travail atypiques, tôt le matin, tard le soir, le week-end et (rarement) la nuit, ainsi que des familles dont le statut et la disponibilité vont changer dans le temps (voir les différentes initiatives).

Si la crèche familiale apporte à l'enfant un accueil plus individuel tout en lui offrant un suivi médical et éducatif avec des temps collectifs, l'établissement à gestion parentale doit, quant à lui, s'assurer de la présence d'un professionnel au moins auprès des enfants comme responsable éducatif. Les parents participent à l'accueil des enfants à raison d'une demi-journée par semaine ou quinzaine.

Enfin, les classes passerelles ou jardins d'enfants éducatifs pour les deux à trois ans tiennent compte des besoins de préparation des enfants à la fréquentation de l'école maternelle. Ces dispositifs, encore peu réglementés, peuvent prendre forme au sein d'une école sous la responsabilité d'un instituteur en collaboration avec un professionnel de la petite enfance et avec des modalités spécifiques à ce très jeune public.

Parents partenaires et investis

Si la mission des lieux d'accueil est de permettre aux parents de concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale, l'enjeu majeur est de contribuer, en partenariat avec eux, à la sécurité et au bien-être général de chaque enfant, à le soutenir dans son développement et son épanouissement. Pour cela, les parents sont en droit d'obtenir :

- une information claire sur les modalités de fonctionnement de la structure,
- des échanges réguliers sur la vie de leur enfant en leur absence,
- un accueil et une participation à la vie de cette structure,
- une reconnaissance de leur rôle et de leur place unique,
- une absence de jugement sur leur choix.

Il faut encourager la mise en place d'un conseil d'établissement, qui soit intégré dans le règlement intérieur et prévoie la représentation des parents en son sein, ainsi que la périodicité des réunions.

La participation à la vie de la structure permet aux parents d'en rencontrer d'autres, de confronter, de valoriser les compétences de chacun et de dédramatiser les situations quand apparaissent des tensions entre les parents eux-mêmes ou avec les professionnels. Ces conseils de parents favorisent aussi l'émergence de projets de fonctionnement de qualité.

Coordonner les modes d'accueil

La politique en direction de la petite enfance est mise en œuvre dans un cadre décentralisé qui s'appuie sur la volonté commune de trois partenaires : le maire, la Caisse d'allocations familiales (qui propose notamment le

L'accueil des collectivités en chiffres

Selon les sources de la CNAF, les communes participent en 2000 à la gestion de 56 % des crèches collectives et 87 % des crèches familiales. 50 % des crèches collectives sont gérées par des associations et 4 % par d'autres institutions, parmi lesquelles les départements.

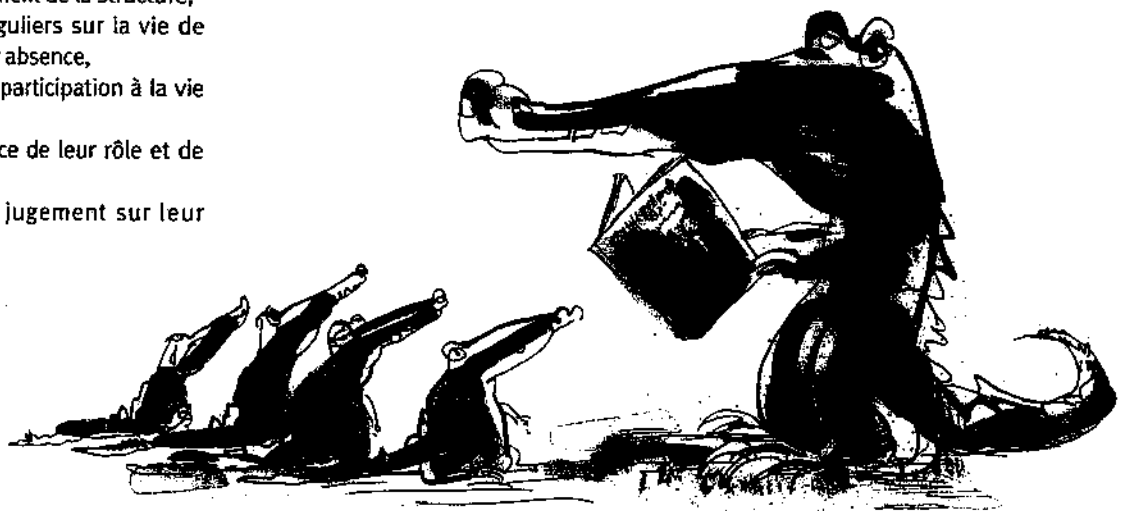
Pour sa part, l'annuaire statistique de l'Association nationale des directeurs territoriaux des affaires sanitaires et sociales (ANDASS) pour l'année 2000 fait apparaître des disparités entre les départements. Tous modes d'accueil confondus pour les 0 à 6 ans, les différences vont ainsi de 43 places en moyenne pour 100 naissances dans les départements ayant plus de 900 000 habitants à 25 places pour ceux ayant moins de 300 000 habitants.

ANDASS, Tél. : 01 43 93 80 00

Pourquoi ne pas imaginer des chèques garde d'enfant ?

contrat enfance) et le service de PMI qui agréé et forme les assistantes maternelles indépendantes, autorise et contrôle la qualité des lieux d'accueil.

L'objectif de l'État de créer des places supplémentaires s'est concrétisé par la mise en place du FIPE doté de 230 000 000 euros (1,5 milliard F).



Au niveau local, ce partenariat est relayé par la volonté commune des départements, municipalités et de la CAF de mettre en place un schéma départemental des modes d'accueil de la petite enfance, qui a pour objectifs de faire à la fois l'inventaire des équipements et des services, de recenser l'état des besoins et de préciser les perspectives de développement de l'accueil de jeunes enfants.

Compte tenu de la pluralité des partenaires, la loi du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale, a prévu la mise en place d'une commission départementale de l'accueil des jeunes enfants.

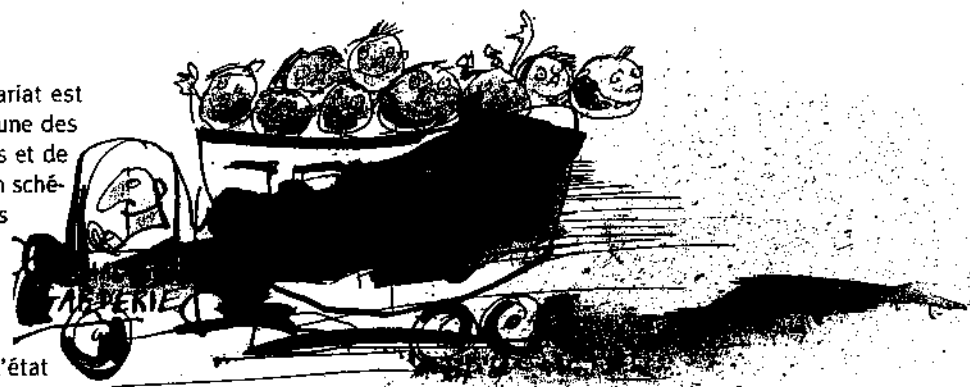
Cette commission comprendrait notamment des représentants des collectivités territoriales, des services de l'État, des associations, des gestionnaires, des professionnels ainsi que les représentants d'usagers concernés par les modes d'accueil des jeunes enfants.

Une excellente idée, mais qui ne doit pas écarter une approche territoriale à l'intérieur de ces nouveaux territoires que sont les pays ou les communautés d'agglomération, en y intégrant des entreprises directement concernées par ces problèmes.

Pourquoi dans cet esprit ne pas imaginer, de la même manière que les chèques-restaurant, les chèques-culture... des chèques garde d'enfant ?

Comment se passe l'application des textes ?

L'ANDASS, l'Association nationale des médecins territoriaux (ANMT) et Méditerranéennes ont réalisé un sondage auprès des départements pour connaître les résultats de la mise en application de ce texte. En ce qui concerne les normes en matière de personnels spécifiées dans le décret concernant les modes d'accueil, force est de constater que 60 % des structures existantes les avaient anticipées.



90 % des établissements recensés appliquent l'obligation de présence à tout moment de deux agents dont un au moins est qualifié. Le décret impose que chaque établissement ou structure d'accueil s'attache désormais le concours d'un médecin, mais cette nouvelle obligation n'est encore que peu respectée, en particulier dans les haltes-garderies : seulement 50 % des établissements disposent du concours régulier d'un médecin compétent en pédiatrie.

Par ailleurs, le manque de personnel qualifié (directeurs, puéricultrices, coordinatrices de crèches, auxiliaires de puériculture, médecins...) est patent, car celui-ci est difficile à recruter dans un contexte de pénurie de travailleurs médico-sociaux.

En outre, le problème du statut des assistantes maternelles se pose plus que jamais, leurs emplois deviennent de plus en plus complexes... et précaires.

Seuls 50 % des établissements disposent du concours régulier d'un médecin compétent en pédiatrie

Le projet éducatif, pour l'accueil, le soin, le développement et le bien-être des enfants est une condition importante de l'amélioration de la qualité de l'accueil et est déjà mis en œuvre dans des structures de 13 départements.

Des difficultés d'installation et de personnel

Les conséquences de l'application du décret pour les collectivités territoriales sont, d'une part, des difficultés dans 20 % des structures, surtout associatives, qui sont obligées de réaménager leurs locaux. Comment vont faire par exemple les petites crèches parentales pour se mettre aux normes ? Certaines risquent de fermer.

On ne peut s'empêcher d'interroger la CAF et son ministère de tutelle sur certains points laconiques et entretenus comme tels dans les termes du décret sur les moyens alloués aux gestionnaires pour mettre leurs établissements en conformité. Comment faire lorsque la CAF préconise la création de places, mais ne se préoccupe pas du coût de fonctionnement (prix plafond irréaliste) et de la difficulté du recrutement ?

Il reste donc du chemin à parcourir pour répondre aux besoins des 2,2 millions d'enfants de moins de 3 ans, tout en permettant aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle... Mais reconnaissons que ce décret a l'avantage de fixer des objectifs et d'obliger à repenser les modes d'accueil. ■

► La crèche Baby-Loup : prévention pour les petits, insertion pour les grands

Les modes de garde traditionnels ayant à leurs yeux failli devant leur demande de services adaptés, les femmes du quartier La Noë à Chanteloup-les-Vignes (78) ont pris l'initiative de créer en 1991 une crèche d'un type particulier.

Baby-Loup est une structure associative agréée pour recevoir vingt-cinq enfants. Dans les faits, compte tenu d'une grande flexibilité de ses horaires d'ouverture, ce sont cinquante enfants qui sont accueillis quotidiennement. Ceux-ci sont issus de deux types distincts de familles : certaines ont entamé une démarche d'insertion ; les autres n'ont pu en raison d'horaires de travail décalés confier leurs enfants aux modes

ficatif au projet à travers un forfait de trente-six francs par jour et par enfant.

Les tarifs pratiqués par l'association varient en fonction des revenus des familles. L'association a d'ailleurs mis au point son propre barème de tarification pour les familles dont les ressources sont inférieures au SMIC. Ainsi ils varient de huit francs par jour et par enfant à trente-six francs par jour et par enfant pour une famille bénéficiant d'un SMIC. Le barème de la

schéma professionnel traditionnel. Parmi elles, figurent une éducatrice de jeunes enfants, devenue directrice adjointe de l'association, deux CAP petite enfance, trois BAFA, une secrétaire bac professionnel, et une auxiliaire de puériculture. Par ailleurs, trois salariées ont reçu l'agrément d'assistante maternelle PMI et deux autres l'agrément d'assistante maternelle famille d'accueil.

maturation progressive de l'enfant à son futur environnement scolaire. Quelques mois avant la fin de l'année, les enfants qui feront leur rentrée scolaire en septembre vont ainsi passer de plus en plus de temps à l'école maternelle.

La volonté affichée par la directrice est de passer d'une politique volontariste à une politique de droit. "Il ne s'agit pas de faire plus pour les banlieues défavorisées. Il faut faire ce qu'il y a à faire et donner ce qu'il faut donner. C'est tout".

LA MIXITÉ CULTURELLE ET SOCIALE COMME RÈGLE

Les enfants étant bien évidemment au cœur de son action, Baby-Loup développe un certain nombre d'initiatives visant à conforter l'équilibre et l'insertion précoce de ses petits usagers. Une attention particulière est ainsi portée à la mixité culturelle, sociale et économique des enfants et des personnels qui les encadrent. Cette mixité entretenue est aux yeux de Madame Balesto, directrice de l'établissement, indispensable pour lutter contre une tendance à vouloir stigmatiser l'association comme la crèche des pauvres.

En outre, un partenariat fort est entretenu entre l'association et les écoles maternelles, avec un programme d'accueil.

C'est donc la volonté qui est le moteur de l'action. Mais elle se heurte trop souvent au poids des institutions qui implique une recherche perpétuelle de financement qui épuise l'action. Mais c'est peut-être le bénévolat (l'équipe de salariées est déjà épaulée par cinq bénévoles), qui pourrait apporter la ressource humaine pour consolider une structure utile dans un quartier défavorisé : l'objectif d'insertion professionnelle implique en effet une forte rotation des effectifs : les bénévoles les plus motivées deviennent salariées, puis, en quelque sorte, s'émancipent via la formation reçue. Mais pour cela, Baby-Loup doit continuer à se faire connaître des familles... ◀



de garde traditionnels. Cette double orientation permet à l'association de conserver une démarche d'intégration et de mixité sociale. Et la qualité de ses résultats explique la mobilisation des institutions amenées à soutenir la démarche.

Caisse d'allocation familiale s'applique pour tous les revenus supérieurs.

L'INSERTION DE FEMMES EN DIFFICULTÉ

Au-delà d'une offre d'accueil très souple en termes d'horaires et d'organisation, la spécificité de Baby-Loup se relève aussi à travers la démarche d'insertion faite au niveau de son personnel. L'équipe s'est en effet constituée à la fois autour d'un désir de prévention et d'insertion. Les quatorze salariées de l'association, issues du quartier La Noë, se trouvaient toutes dans une situation de chômage de longue durée. Un projet cohérent de formation a été défini, qu'elles doivent mener avec l'association.

Ainsi Baby-Loup a permis de former depuis sa création un certain nombre de personnes qui ont pu s'insérer dans un

UNE SURPRENANTE VARIÉTÉ DE SOUTIENS

Pour réaliser ses missions, Baby-Loup bénéficie en effet de soutiens d'une grande diversité. Parmi les financeurs figurent ainsi la Ville, qui apporte 23 % du budget total de l'association, la Caisse d'allocations familiales (contrat enfance), le "Droit des femmes", le Fonds social européen, le DSU, le FAS, et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Des financements privés ont également été mobilisés (mécénat d'entreprise). Enfin, le conseil général des Yvelines (service de PMI) apporte un soutien signi-

CONTACT - Baby-Loup -
01 39 75 01 83

En perspective

Dans un contexte emblématique de "banlieue difficile" (18 % de chômage, 57 % de foyers non imposables, 52 % de moins de 25 ans), l'expérience de Baby-Loup montre tout l'intérêt d'une démarche de prévention précoce pour les enfants... qui se trouve être en même temps une démarche d'insertion pour les parents. Mais les problèmes rencontrés pour pérenniser la démarche montrent combien il est bien osé de ne pas être dans la norme...

Faciliter la conciliation entre vie familiale/vie professionnelle en développant les modes de garde

- Plan de soutien en faveur des modes d'accueil collectifs "petite enfance"
- Réforme de l'AFEAMA
- Un cadre réglementaire modernisé pour la qualité et la souplesse de l'accueil collectif des enfants de moins de six ans

PLAN DE SOUTIEN EN FAVEUR DES MODES D'ACCUEIL COLLECTIFS " PETITE ENFANCE "

Contexte

L'aide à la **petite enfance** est un objectif central des politiques familiales, plus encore au moment où l'articulation de la vie familiale et de la vie professionnelle est un impératif particulièrement fort.

Les sommes consacrées par la branche **famille** à la **petite enfance** sont très importantes. Outre les prestations légales (18 milliards d'Allocation Parentale d'Education, 17 milliards d'Allocation Pour Jeune **Enfant**, 9 milliards d'Aide à la **Famille** pour l'Emploi d'une Assistante Maternelle Agréée, 1,6 milliards d'Allocation de **Garde d'Enfant à Domicile**), la Caisse Nationale des Allocations Familiales a dépensé **5,3 milliards pour les modes d'accueil collectif en 1999**.

Cependant, l'offre d'équipements **d'accueil** destinés aux **jeunes enfants** est aujourd'hui insuffisante :

- Sur environ 1 million d'enfants de moins de 3 ans dont les deux parents (ou le parent unique) travaillent, moins de 20 % peuvent accéder à une place **d'accueil**.
- Sur les 2,2 millions d'enfants de moins de trois ans, **seuls 9% bénéficient de dispositifs d'accueil collectif**.
- **Près d'un quart des enfants de moins de 3 ans, soit 500 000 ont recours à d'autres modes de garde non identifiés et non agréés** (voisinage, solidarité familiale, travail au noir, **enfants seuls**, etc.)

Malgré ce déficit, le rythme de création des places nouvelles s'est ralenti au cours des années 1990 : alors qu'entre 1980 et 1993, le rythme de construction de crèches était de près de 6000 places par an (10600 places par an entre 1985 et 1992), il s'est ralenti depuis.

Les moyens supplémentaires affectés à la CNAF depuis 1997 ont permis d'améliorer la qualité de l'offre.

Aujourd'hui un effort vigoureux en faveur des modes d'accueil collectif est nécessaire, dans un contexte d'augmentation des listes d'attente en crèche et de diversification des besoins (augmentation de la demande d'accueil à temps partiel et de la demande d'horaires décalés). **Le soutien à l'accueil de la petite enfance est déterminant pour faciliter l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle et accompagner la reprise de la croissance** (80 % des femmes exercent une activité professionnelle).

- Pour les ménages dont le revenu mensuel est supérieur à 13 000 F, le complément maximal restera fixé à 826 francs.

Le complément maximum sera plafonné à 85% du salaire net versé à l'assistante maternelle, un ticket modérateur de 15% restant à la charge des familles au-delà de 826 F.

L'aide sera divisée par 2 pour les enfants de plus de 3 ans, comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

Impact

Entre 100 et 120 000 familles déjà utilisatrices de l'AFEAMA devraient être gagnantes financièrement (sur près de 490 000 familles utilisatrices). Le nombre de familles utilisatrices de l'AFEAMA augmenterait à terme de 30 à 40 000. Cette réforme n'engendre aucune perte d'allocation.

Il s'agit d'un rapprochement important des taux d'effort des ménages selon qu'ils recourent à l'AFEAMA ou aux crèches. Il s'agit également d'une réforme doublement favorable pour l'emploi, de nature à faciliter le retour des mères sur le marché du travail et à encourager la création d'emplois d'assistantes maternelles agréées.

Cette réforme représente une dépense nouvelle de 500 millions de francs en 2001.

EXEMPLES D'EFFET DE LA REFORME

Situation	Aide avant réforme	Aide après réforme	gain
- Femme seule - Activité temps plein - Salaire = SMIC - Coût garde : 1550 F. - entretien : 855 F.	Cotisations : 100% APJE : 986 francs AFEAMA: 826 francs Reste à charge : 588 francs	Cotisations : 100% APJE : 986 francs AFEAMA : 1290 F. Reste à charge : 124 francs	464 francs
- Couple - salaire foyer: 15000 F - 2 enfants, 2 et 5 ans - Coût garde: 2560 F. - entretien : 1282 F.	Cotisations : 100 % AFEAMA : 1239 F. (826 F. + 413 F.) Reste à charge : 2603 francs	Cotisations : 100 % AFEAMA : 1530 F. (1020 F. + 510 F.) Reste à charge : 2312 francs	291 francs
- couple - salaire foyer: 11000 F - 2 enfants, 2 et 7 ans - coût garde : 1550 F. - entretien : 855 F.	Cotisations : 100% APJE : 986 francs AFEAMA: 826 francs Reste à charge : 588 francs	Cotisations : 100% APJE : 986 francs AFEAMA : 1290 F. Reste à charge : 124 francs	464 francs
- couple - salaire foyer: 22000 F - 2 enfants, 2 et 7 ans - coût garde : 1550 F. - entretien : 855 F.	Cotisations : 100% AFEAMA: 826 francs Reste à charge : 1579 francs	Cotisations : 100% AFEAMA: 826 francs Reste à charge : 1579 francs	Inchangé

des **enfants** de moins de six ans a été transmis au conseil d'Etat et devrait faire l'objet d'une publication prochaine.

ANNEXE

LES STRUCTURES COLLECTIVES ET FAMILIALES HORS ECOLE PREELEMENTAIRE

Accueil des **enfants** de moins de 6 ans, au 1^{er} janvier 1999, dans des structures **collectives** et familiales, hors établissements scolaires.

Age des enfants	Structures d'accueil	Nombre d'établissements (1)	Nombre de places offertes
Enfants âgés de moins de trois ans	CRECHES COLLECTIVES	4300	138 400
	1. <u>traditionnelles</u>	<u>3188</u>	<u>123 200</u>
	a- mono accueil	2075	105 000
	crèches de quartier	1848	90 100
	crèches de personnel	227	14 900
	b- multi accueil	1113	18 200
	2. <u>mini-crèches</u>	<u>372</u>	<u>6700</u>
	3. <u>crèches parentales</u>	<u>740</u>	<u>8500</u>
	a- mono accueil	225	3300
	b- multi accueil	515	5200
	CRECHES FAMILIALES	1103	60 900
Enfants âgés de trois à cinq ans	JARDINS D'ENFANTS	294	10 400
Enfants âgés de moins de six ans	HALTES GARDERIES	4804	68 100
	1. <u>traditionnelles</u>	<u>4022</u>	<u>62 200</u>
	a- mono accueil	2909	51 700
	b- multi accueil	1113	10 500
	2. <u>parentales</u>	<u>782</u>	<u>5900</u>
	a- mono accueil	267	3500
	b- multi accueil	515	2400

Source : DREES
Champ : France métropolitaine

(1) : le nombre d'établissements est donné à titre indicatif : l'existence de crèches **collectives** avec une section halte-garderie d'une part et la présence de section crèche dans les haltes-garderies d'autre part revient à compter deux fois les établissements.

UN CADRE REGLEMENTAIRE MODERNISE POUR LA QUALITE ET LA SOUPLESSE DE L'ACCUEIL COLLECTIF DES ENFANTS DE MOINS DE SIX ANS

Constat

Les établissements et services d'accueils de la petite enfance sont diversifiés (voir tableau ci-après).

La réglementation actuelle de ces différents modes d'accueil est ancienne :

- Celle concernant les crèches collectives date de 1974. Les structures parentales ne sont régies par aucun texte réglementaire depuis 1981, autre que la circulaire les autorisant.
- Elle n'a pas tiré toutes les conséquences de la loi de décentralisation.
- Elle prend mal en compte l'évolution des besoins des familles et la diversification des modes d'accueil.

Objectifs

- fixer un cadre juridique rénové qui s'applique à tous les établissements d'accueil collectif (crèches collectives, crèches parentales, multicellulaire, haltes-garderies, jardins d'enfants) ;
- Permettre de la souplesse des possibilités d'innovation et d'expérimentation tout en offrant des garanties de qualité ;
- Renforcer la place des parents.

Mesures

Un nouveau cadre juridique sera prochainement élaboré. Il est attendu des principaux acteurs : les municipalités, les présidents de Conseils Généraux et leurs services de PMI, les associations, en particulier les crèches parentales, et les professionnels, notamment les éducateurs de jeunes enfants.

Les principales innovations de ce texte sont :

- de valoriser la place des parents et favoriser leur participation à la vie de l'établissement. Cette ouverture est un des éléments obligatoires du projet d'établissement à l'élaboration duquel les parents seront associés, ainsi que leur participation au conseil d'établissement
- de clarifier les procédures d'agrément, conformément aux lois de décentralisation et à la loi relative à la protection maternelle et infantile de 1989 ;
- d'introduire de la souplesse dans les normes pour soutenir le développement des crèches, favoriser l'élargissement des horaires d'ouverture et décloisonner les différents modes d'accueil.
- d'offrir une capacité d'accueil plus importante en calculant les taux d'encadrements en fonction du nombre d'enfants présents (et non plus inscrits), .

Annoncé par le Premier Ministre à la conférence de la famille du 7 juillet 1999 et après de nombreuses consultations, le projet de décret relatif aux établissements et services d'accueil

Reproduction effectuée par le
Centre de Gestion 40 avec l'autorisation
du C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

des **enfants** de moins de six ans a été transmis au conseil d'Etat et devrait faire l'objet d'une publication prochaine.

ANNEXE

LES STRUCTURES COLLECTIVES ET FAMILIALES HORS ECOLE PREELEMENTAIRE

Accueil des **enfants** de moins de 6 ans, au 1^{er} janvier 1999, dans des structures **collectives** et familiales, hors établissements scolaires.

Age des enfants	Structures d'accueil	Nombre d'établissements (1)	Nombre de places offertes
Enfants âgés de moins de trois ans	CRECHES COLLECTIVES	4300	138 400
	1. <u>traditionnelles</u>	<u>3188</u>	<u>123 200</u>
	a- mono accueil	2075	105 000
	crèches de quartier	1848	90 100
	crèches de personnel	227	14 900
	b- multi accueil	1113	18 200
		<u>372</u>	<u>6700</u>
	2. <u>mini-crèches</u>	740	8500
	3. <u>crèches parentales</u>	225	3300
	a- mono accueil	515	5200
	b- multi accueil		
	CRECHES FAMILIALES	1103	60 900
Enfants âgés de trois à cinq ans	JARDINS D'ENFANTS	294	10 400
Enfants âgés de moins de six ans	HALTES GARDERIES	4804	68 100
	1. <u>traditionnelles</u>	<u>4022</u>	<u>62 200</u>
	a- mono accueil	2909	51 700
	b- multi accueil	1113	10 500
	2. <u>parentales</u>	<u>782</u>	<u>5900</u>
	a- mono accueil	267	3500
	b- multi accueil	515	2400

Source : DREES

Champ : France métropolitaine

(1) : le nombre d'établissements est donné à titre indicatif : l'existence de crèches **collectives** avec une section halte-garderie d'une part et la présence de section crèche dans les haltes-garderies d'autre part revient à compter deux fois les établissements.

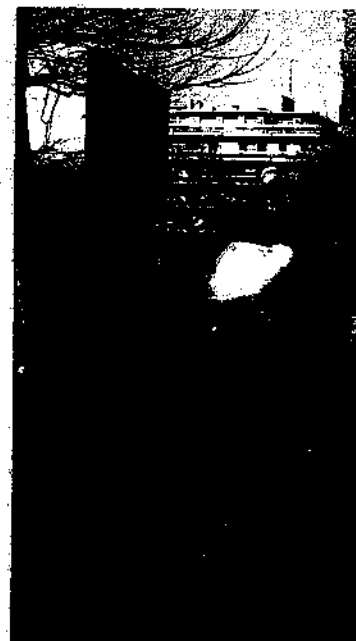
L'accueil de la petite enfance à l'heure de la flexibilité

Augmentation du temps partiel et des horaires variables, développement sans précédent du travail des femmes, ces évolutions observées ces dernières années ne sont pas sans conséquences sur les modes d'accueil de la petite enfance. Premier constat : les horaires décalés s'imposent peu à peu aux crèches, les haltes-garderies commencent à pratiquer de l'accueil permanent et les assistantes maternelles s'organisent pour recevoir des enfants à temps partiel. Mais au-delà de ces aménagements, c'est toute une conception de l'organisation de l'accueil qui est remise en cause. Pour répondre à une demande de plus en plus diversifiée, les collectivités doivent privilégier des politiques d'offres globales, complémentaires et adaptées. Encore faut-il que la législation et les modes de financement tiennent compte de ce nouveau contexte. Le gouvernement s'y est engagé. Il était temps. La réglementation concernant les crèches date de... 1974.

En France, parmi les femmes de 25 à 50 ans, quatre sur cinq travaillent. Plus de la moitié d'entre elles ont des horaires décalés ou pratiquent le temps partiel. Cette évolution socio-économique devrait encore s'accroître avec la mise en œuvre de la loi sur les 35 heures. Ce qui peut être considéré comme une amélioration est aussi vécu par beaucoup de mères de famille comme un vrai cauchemar quand il s'agit de jongler entre la vie professionnelle et la vie familiale. Concilier les impératifs de l'organisation du travail et de l'éducation des enfants, surtout en bas âge, relève pour beaucoup de femmes d'une mission impossible. En effet, les modes d'accueil de la petite enfance, notamment collectifs, n'ont pas été conçus pour répondre à ces nouveaux besoins. Les 200 000 enfants qui fréquentent les crèches collectives, soit 9 % des enfants de moins de trois ans, ne peuvent y être accueillis qu'entre 8 heures et 19 heures. Avant et après, le système D fait office de solution.

La difficile réforme du financement

Tous les professionnels de la petite enfance en conviennent, pour de nombreux parents la situation est invivable. Conscient du problème, le gouvernement a décidé de prendre des mesures. Dans cette perspective, deux conférences sur la famille se sont tenues, destinées notamment à chercher les moyens de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle. « Les besoins de places d'accueil des enfants restent importants », reconnaissait le ministre de l'Emploi et de la solidarité, en juillet dernier, à l'issue de la dernière conférence sur la famille. Mais pas question pour autant d'augmenter les sommes consacrées par la branche famille à la petite enfance, de l'ordre



de 50 milliards de francs. A budget constant donc, le gouvernement se fixe notamment pour objectif de « développer les services d'accueil, dans leur diversité, en s'adaptant à l'évolution des besoins ». Plutôt sibyllins, ces propos devraient toutefois s'accompagner de mesures plus concrètes. Très attendus, des décrets d'application introduisant notamment plus de souplesse dans les normes pour soutenir le développement des crèches devraient être publiés prochainement.

Ainsi, le taux d'encadrement pourrait à certaines, en particulier tôt le matin et tard le soir, être réduit afin d'inciter les crèches à ouvrir plus longtemps dans la journée. De même, l'accès à la fonction de directeur de crèche, jusqu'à présent réservé aux puéricultrices, pourrait être ouvert aux éducateurs de jeunes enfants pour des équipements de moins de 40 places. Le gouverne-

petite enfance exhibilité



ment a également confié à la Délégation interministérielle à la famille le soin de réfléchir à une modification du mode de financement des crèches, assuré en partie par les caisses d'allocations familiales. Le calcul forfaitaire des subventions pratiqué par les CAF est particulièrement défavorable aux communes. Ces dernières voient, en effet, leur part augmenter pour compenser la diminution, voire la perte de revenus qu'une part croissante des parents subisse.

Certaines communes ne sont plus en mesure d'assumer une hausse de leur budget. Conséquence, elles opèrent une sélection en fonction des ressources, les familles les plus modestes étant invitées à rechercher un mode d'accueil moins onéreux. Pour l'instant, la réforme du financement des crèches est suspendue aux négociations qu'a entamées le gouvernement avec la Cnaf. Pendant ce temps, les demandes non satis-

faites s'accumulent dans les services petite enfance et les listes d'attente s'allongent. La pression est de plus en plus forte, mais suffisante, en tout cas, pour que de nombreuses municipalités cherchent des moyens de s'adapter.

L'Observatoire de l'action sociale décentralisée (Odas), qui mène actuellement une grande enquête sur la petite enfance dans les villes de plus de 30 000 habitants, le confirme (voir graphique ci-contre). Encore partiels, les premiers résultats montrent néanmoins qu'un nombre croissant de villes ont introduit l'accueil à temps partiel en crèche, et l'accueil permanent à temps partiel en halte-garderie. Le multi-accueil se développe aussi: «plus de la moitié des villes possèdent de telles structures», note l'Odas. Autre observation confortant cette tendance à l'adaptation de nouveaux besoins, près de la moitié des villes seraient aujourd'hui en mesure

de répondre à des situations dites d'urgence. Il s'agit généralement de demande de garde du jour au lendemain, le plus souvent pour des raisons professionnelles. Ces collectivités disposent de places spécialement réservées à cet effet.

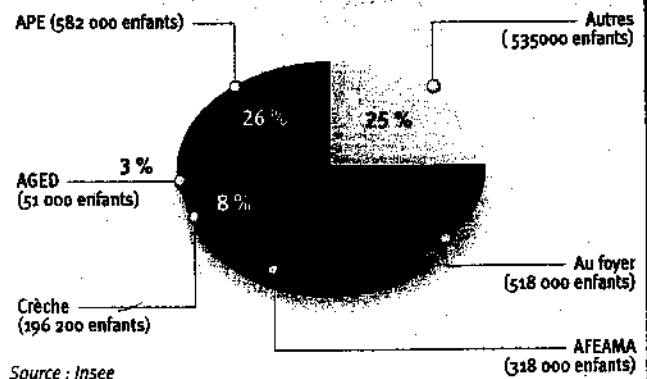
L'évolution de la diversité de l'offre semble, en revanche, moins marquée en ce qui concerne l'élargissement de l'ouverture des équipements le soir, tôt le matin ou le samedi. Parmi les villes ayant répondu à l'enquête, très peu ont signalé une telle évolution. La précédente enquête de l'Odas, en 1995, portant sur ces mêmes questions, montrait déjà un souci des communes de mieux répondre à la demande qui émergeait. Mais peu de villes mettaient en place des assouplissements d'horaires, «pourtant indispensables pour mieux s'adapter aux contraintes d'emploi des parents», remarquait à l'époque l'Odas. Les mesures gouvernementales en faveur de l'assouplissement des normes d'encadrement donneront-elles les moyens aux collectivités locales

d'aller plus loin dans ce domaine? On est tenté de le croire. Encore minoritaires, les initiatives en la matière se multiplient. Parfois, les expériences échouent. Toulouse a été très loin, en créant une crèche ouverte 24 heures sur 24. Après quelques mois de fonctionnement, la ville a dû y renoncer. Pas faute de moyens, ni de personnel, mais... d'enfants. Tirant les leçons de cette tentative, elle a rectifié le tir. Le Havre a eu les mêmes ambitions (lire p. 22). A la différence de Toulouse, la ville a cherché à combiner les différents modes d'accueil pour assurer un fonctionnement non-stop. Et ça marche.

Combiner les différents modes d'accueil

C'est une piste que sont tentées d'emprunter de plus en plus de collectivités locales pour restructurer leur offre de service. Bernard Coué, directeur de la petite enfance et famille à la mairie de Nantes, en est convaincu. «Avant, on travaillait chacun dans son coin. Les ►►

Accueil des enfants de moins de 3 ans



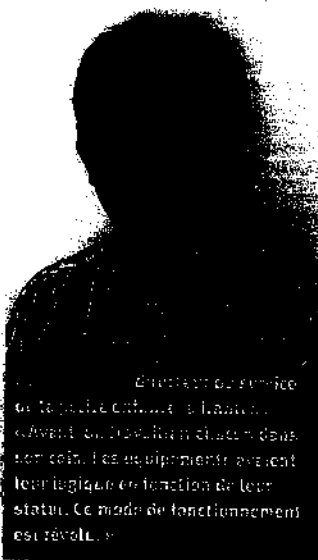
APE : allocation parentale d'éducation.

Aged : allocation de garde d'enfant à domicile.

Afeama : aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

►► équipements avaient leur logique en fonction de leur statut. Ce mode de fonctionnement est révolu. La crèche classique, engoncée dans ses réglementations et ses certitudes, ne pourra survivre bien longtemps et devra imaginer sa reconversion. Il en est de même pour les haltes-garderies conçues à l'origine pour "les mères au foyer dont le mari dispose d'un salaire suffisant pour faire vivre la famille." Je pourrais encore citer les crèches familiales. Même chose pour les emplois familiaux. Pourquoi les villes s'en désintéresseraient-elles alors que des familles sur leur territoire les ont adoptées ?

Les collectivités locales en sont conscientes, elles doivent opérer une mutation profonde. Mais pas à n'importe quel prix. Les villes n'ont plus les moyens de réaliser de grands programmes de construction d'équipements. D'ailleurs est-ce bien nécessaire ? Les professionnels de la petite enfance en sont convaincus :



«... Dans un service de la petite enfance à l'échelle d'un quartier, les professionnels ont chacun dans leur coin, les équipements avaient leur logique en fonction de leur statut. Ce mode de fonctionnement est révolu... »

une meilleure coordination des moyens constituerait déjà une avancée. Pour beaucoup, les politiques d'accueil de la petite enfance ont souffert et continuent de souffrir d'un manque de connaissances précises de la demande leur permettant d'adapter leur offre. La démarche d'observation sociale dans le domaine de la petite enfance, entreprise par la ville de Versailles, tend à démontrer que cette lacune peut être comblée, avec des résultats immédiatement mesurables : les listes d'attentes tendent à diminuer.

Bruno Guentch

expériences

► Accueil de la petite enfance

Une halte-garderie vole au secours des familles

Face à la pénurie des modes de garde ponctuelle en milieu rural, l'association pour la promotion de la santé a créé "Les P'tits Loups", une halte-garderie itinérante qui sillonne les routes du Val-de-Sambre, dans le département du Nord, pour accueillir les enfants de moins de six ans et rompre l'isolement des familles en difficulté.

Difficile pour certains parents de trouver un mode de garde ponctuelle en milieu rural ou semi-urbain ! Les petites communes ont en effet rarement les moyens financiers de créer leur propre structure. C'est pourquoi la démarche engagée depuis quatre ans par l'association "promotion de la santé", avec le soutien financier de la CAF, de la communauté de communes et du conseil régional, a été très bien accueillie. Dans un souci de prévention précoce et de lutte contre l'isolement, une halte-garderie itinérante se déplace au plus près des familles et s'efforce de rejoindre celles qui sont en grande difficulté.

Huit communes accueillantes

Itinérante, la halte-garderie est accueillie sur le territoire de huit communes à raison d'une demi-journée par semaine. Un local est mis à disposition par chaque commune et agréé par la PMI. En un tour de bras, il est transformé par les trois salariés des "P'tits Loups" (éducatrices de jeunes enfants dont la directrice) en un lieu d'accueil convivial, où enfants et parents pourront disposer des jeux et du maté-

riel pédagogique transportés sur chaque site. Lieu d'éveil et de socialisation pour les enfants, la halte-garderie est ainsi pour les parents l'occasion de souffler un peu.

Au-delà de l'accueil, rompre l'isolement

Mais pour certaines familles, notamment les familles monoparentales ou d'origine étrangère, la démarche n'est pas spontanée. Comme l'explique Béatrice Barria, directrice de la halte-garderie, le caractère rural ou semi-urbain des communes ne favorise pas toujours une vie relationnelle. "Ces familles ne viennent pas naturellement vers la halte-garderie, elles ont peur d'être jugées." Or ce sont souvent dans ces mêmes familles que se concentrent des difficultés de relations parentales. "Mais les choses évoluent", constate-t-elle. "L'itinérance permet en effet de toucher un certain nombre de familles précaires et isolées. Si les deux premières années, ce sont surtout celles connaissant le mode de garde et le bénéfice que cela procurait à leurs enfants qui ont utilisé la halte-garderie, nous recevons aujourd'hui de plus en plus de familles en grande difficulté." L'itinérance, le

prix abordable (10 francs par demi-journée) justifient sûrement l'attractivité de la structure, mais pas seulement. En effet, depuis deux ans, l'équipe se concentre pour en faire un lieu de rencontre des parents susceptible de favoriser des échanges, rompre l'isolement et d'engager un travail de prévention précoce.

Un réseau d'appui à la parentalité

Ainsi pour favoriser l'accueil de ces familles, un réseau d'appui à la parentalité a été constitué par l'équipe des "P'tits loups" sur quatre des huit communes, ciblées en fonction des difficultés rencontrées par la population. Son rôle : soutenir les parents dans leurs fonctions parentales, et permettre aux familles de s'exprimer sur leurs besoins et leurs difficultés afin d'en alerter les partenaires locaux. "Les parents en difficulté manquent de connaissances et d'assurance sur leur rôle et leurs missions. À travers des ateliers organisés autour de l'éveil musical, la gymnastique, nous leur permettons de clarifier leur fonction éducative. C'est aussi l'occasion de leur ouvrir les portes de la halte-garderie". Depuis, ces familles n'hésitent plus à confier leurs enfants à l'équipe des "P'tits loups", et ce dès leur plus jeune âge. "Les familles prennent conscience que la halte-garderie n'est pas seulement un mode de garde, mais aussi un lieu où s'amorcent un certain nombre d'actes éducatifs, essentiels pour l'éveil de l'enfant", confie-t-elle. Un bénéfice certain pour les enfants comme pour les parents. En effet, en constatant les similitudes de situation avec d'autres familles, en relativisant leurs propres difficultés, ces

parents peuvent reprendre confiance en eux. Certains s'impliquent d'ailleurs peu à peu dans le réseau d'appui à la parentalité.

Un long travail d'ancrage au local

Mais ce souci de toucher au plus près les familles en difficulté ne peut être opérant que si la halte-garderie est véritablement reconnue par ses partenaires locaux (élus, PMI, école, relais d'assistantes maternelles, etc.). Or, son caractère itinérant, le faible temps passé sur chaque commune, la multiplication des interlocuteurs en raison de son implantation sur huit communes ne facilitent pas toujours cette reconnaissance. Pour les aider, un référent (travailleur social, employé communal) se charge sur chaque commune de cibler les familles en difficulté et de faire le lien avec la halte-garderie. Il est également chargé de faire connaître la structure aux partenaires locaux. Mais Béatrice Barria avoue néanmoins que les référents ne sont pas tous investis sur ce second volet. Pour y pallier, l'équipe s'est engagée alors dans un long travail d'ancrage au tissu local, et effectue de multiples interventions auprès des différents partenaires. Aujourd'hui, deux communes ont invité la halte-garderie à participer au "Contrat enfance" signé avec la CAF (objectif : développer le secteur petite enfance). "Sur celles-ci, nous disposons désormais d'un local aux côtés de la bibliothèque et de la PMI. Un emplacement stratégique pour être au plus près des familles", s'exclame-t-elle. Et un encouragement pour continuer à faire connaître l'utilité des "P'tits Loups", et renforcer la collaboration des parents et des professionnels autour de la structure. ◀

CONTACT - 03.27.65.43.33

Sujet : Educatrice de jeunes enfants, votre responsable de service vous sollicite pour la réalisation d'une note de synthèse sur l'évolution des modes d'accueil de la Petite Enfance. Après avoir constaté les difficultés liées aux modes d'accueil, vous analyserez l'évolution de ces derniers grâce aux textes mis à votre disposition.

INTRODUCTION

- Situer le sujet dans l'actualité
 - hausse de la natalité
 - changements législatifs récents sur l'organisation de la Petite Enfance
- Problématique : entre la garde et l'accueil, les exigences des parents, l'enjeu représenté par les enfants pour les communes.
- Annonce du plan en 2 parties

I. ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE : CONSTATS ET DIFFICULTES

A . Difficultés d'ordre conjoncturel

- Augmentation du taux de fécondité depuis plusieurs mois qui a des conséquences directes et immédiates sur les places d'accueil.
- Femmes travaillent de plus en plus.
- L'évolution de la société et du marché du travail ont des conséquences sur les modes d'accueil.
 - Augmentation du nombre de personnes à horaires flexibles.
 - Accueil d'urgence de plus en plus nombreux.
- Problème du milieu rural face au milieu urbain
 - Difficulté de bénéficier du même service.
 - Petite Enfance devient un enjeu d'aménagement du territoire.

B . Difficultés d'ordre structurel

- L'accueil individuel reste dominant et l'accueil collectif reste minoritaire
- Assistantes maternelles montrent leurs limites
 - manque de reconnaissance professionnelle
 - contrats de travail incertains
 - facilité de remise en cause de l'agrément
 - flou des règles d'exercice du métier

➤ Les structures d'accueil collectif ont des difficultés

- pas assez de souplesse
- amplitude d'ouverture limitée

➤ Lourdeur des dispositifs actuels

Difficulté à vaincre les rigidités administratives et financières pour faire avancer les structures.

Contexte réglementaire avec les lois de 1952 et 1979 désuets.

Résistance au changement.

II . LES EVOLUTIONS ACTUELLES

A . Les enjeux liés aux modes d'accueil

➤ Le rôle des crèches

- rôle renforcé dans la socialisation des enfants
- brassage social important
- rôle de prévention pour les petits
- rôle vis à vis des parents. Moyen d'insertion.
- Rompre l'isolement des familles en difficulté notamment en milieu rural.

➤ L'adaptation aux nouvelles contraintes de la société : le rôle des communes

- évolution du multi accueil
- amplitude élargie
- service d'accueil d'urgence
- volonté de s'adapter de façon permanente aux demandes des parents

B . Le rôles des institutions étatiques

➤ La CAF

Renforcement des aides de la CNAF pour le développement de l'accueil Petite Enfance. Plus particulièrement l'innovation et le multi accueil. Nouveau souffle de création.

➤ L'Etat

Prise de conscience au niveau national de l'importance de la problématique de la Petite Enfance.

Réaménagement de la réglementation, mieux adaptée au monde moderne.

Analyse du texte de loi.

CONCLUSION

BAREME

Introduction	3 pts
Développement	10 pts
Conclusion	2 pts
Style, présentation, orthographe	3 pts
Qualité des transitions	2pts